



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2719
11 septembre 2020
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Plan de relance

100

milliards

pour

les profits

**Rentrée
scolaire**

**L'anormal...
en pire !**

Page 6

**Discours
sécuritaires**

**Surenchère
réactionnaire**

Page 4

**Secteur
automobile**

**Le patronat
à l'offensive**

Pages 13 et 15

Leur société

- Plan de relance: des milliards pour le patronat 3
- Relocalisations: prends l'oseille et tire-toi 3
- Impôts de production: un cadeau à 20 milliards 3
- La république selon Macron: valeurs très électorales 4
- Sécurité: concurrence réactionnaire 4
- Schiappa: le féminisme comme alibi 4
- Attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher 5
- Masques, tests, quatorzaine... qui vivra verra 5
- Salariés vulnérables: condamnés à retourner au travail 5
- Rentrée scolaire: retour à l'anormal... en pire 6
- Élèves en attente d'une place 6
- Un militant menacé de mort 6
- Fil rouge 6
- Veolia - Suez: Monopoly aux dépens des travailleurs 7
- Lafarge: pollueur récidiviste 7
- Banque Carrefour: C-zam ferme toi! 7
- Guadeloupe: des écoles ferment par manque d'eau 11
- Les employés d'Antilles Sûreté en grève 11
- Mayotte: grève victorieuse des salariés du transport scolaire 11
- Coupures d'eau faute d'investissements 11

Dans les entreprises

- 17 septembre: en grève et dans la rue 12
- Alteo - Gardanne: délocalisation des risques et des pollutions 12
- La Poste Paris 11 - Paris 20: coup de chaud pour la direction 12
- PSA - Poissy: comment avoir "à manger dans sa gamelle" 13
- PSA - Valenciennes: suppressions de postes inacceptables 13
- Hutchinson - Châlette-sur-Loing: les bénéficiaires doivent servir les emplois 13
- Smart - Hambach: provocation patronale 13
- Extraits des bulletins Lutte ouvrière 13
- ADP: face aux suppressions d'emplois 14
- Ehpad - Troyes: salaires et effectifs insuffisants 14
- Daimler-Mercedes et Continental: guerre économique et lutte de classe 15

Dans le monde

- Mali: l'armée française enlisée 8
- Maroc: confinement et répression 8
- Bezos, PDG d'Amazon: l'homme aux 200 milliards 8
- Île Maurice: des dizaines de milliers dans la rue 9
- États-Unis: campagne électorale à coups de dollars 9
- Migrants dans la Manche: gouvernements responsables et complices 9
- Rachats et fusions: créer les champions... du parasitisme 16
- Déchets plastiques: trafic en forte hausse 16

Il y a 150 ans

- La chute du Second Empire et la république des massacreurs 10

Agenda

- Fêtes et meeting de Lutte ouvrière 3
- Élections législatives partielles 16

100 milliards de relance... pour les profits patronaux!

320 suppressions d'emplois annoncées à Figeac-Aero dans le Lot; 290 à Stelia, filiale d'Airbus dans la Somme; 186 à Cargill dans le Nord; 200 pour Verallia en Gironde, qui s'ajoutent à celles de Courtepaille, La Halle, Renault, ADP, Alinea, Nokia... la liste des entreprises qui licencient s'allonge de jour en jour.

Même dans les secteurs qui ont tiré leur épingle du jeu et pour qui la crise est une opportunité de développement, il y a des restructurations à coups de licenciements et de sacrifices pour les travailleurs.

De l'ouvrier à l'ingénieur, en passant par les employés et les cadres administratifs, personne n'est à l'abri de ce qui est une des plus graves crises du capitalisme. Et ce n'est pas le plan de relance annoncé par le gouvernement qui protégera les travailleurs.

Ce plan n'empêchera pas un seul licenciement parce qu'il n'est pas fait pour cela. Il vise à aider et booster « les entreprises », dit le gouvernement. Mais quand il parle « d'entreprises », il pense au patronat, petit, moyen et grand. Il pense aux propriétaires, aux actionnaires, pas aux salariés! Soutenir les entreprises ne signifie pas soutenir ni même garantir les emplois.

Le Premier ministre Castex et le ministre de l'Économie Le Maire ont été clairs: les baisses d'impôts et de cotisations sont sans condition. Les différentes enveloppes sont mises à disposition des chefs d'entreprise sans engagement de leur part. Il n'y a aucune contrainte, aucun interdit.

C'est une façon de dire au patronat: « Servez-vous! », « Faites ce que vous voulez de cet argent, nous vous faisons confiance ». Le patronat pourra donc utiliser ce chèque en blanc tout en continuant de supprimer des emplois et d'encaisser les profits.

Pour Castex et Le Maire, cet argent finira tôt ou tard par « ruisseler » sur les travailleurs et sur l'emploi. La mauvaise blague!

Le grand patronat est arrosé de cadeaux publics depuis des décennies. On attend toujours les investissements et les emplois! Le seul résultat de cet assistanat a été la flambée des dividendes, l'augmentation de la fortune d'une poignée de privilégiés, une économie de plus en plus financiarisée et une spéculation effrénée. Il n'y a rien d'autre à attendre de ce plan de relance.

Ces 100 milliards mettent la compétitivité et

les profits sous assistance respiratoire. Ils gonflent artificiellement les débouchés de certaines entreprises. Là où le profit est garanti, le patronat sautera sur l'occasion. Mais cela ne fera pas redémarrer les secteurs qui voient leurs marchés se contracter, comme l'aéronautique, l'automobile ou le tourisme, et cela ne nous sortira pas de la crise.

Le capitalisme est, depuis des années, dans une impasse que la crise sanitaire ne fait qu'aggraver. Avec des marchés saturés alors que la productivité ne cesse de progresser, la concurrence se fait de plus en plus féroce et les profits incertains. C'est pourquoi le grand capital rechigne à investir dans la production.

Les capitalistes sont censés être des investisseurs, des entrepreneurs qui prennent des risques. Ils ne jouent plus ce rôle depuis longtemps. Sans rien apporter à l'entreprise, ils pompent ses profits et les jouent au casino de la spéculation. Et c'est encore à cette classe, parasitaire et aveuglée par la loi du profit, que l'État remet 100 milliards!

Les travailleurs n'ont pas à se soumettre à cette minorité de prédateurs qui paralyse l'économie. Ils n'ont pas à se sacrifier pour un système au bout du rouleau.

L'argent public devrait servir à ce qui est utile à la société. 100 milliards d'euros correspondent à 2,7 millions d'emplois payés 1800 euros pendant un an. Il y aurait donc de quoi procéder aux embauches tant attendues dans le secteur hospitalier, les Ehpad, l'éducation ou les transports. Il y aurait de quoi entreprendre de grands travaux publics, que ce soit dans le bâtiment ou dans le domaine énergétique.

Mais on ne parviendra pas à imposer ces mesures de bon sens et d'utilité collective sans renverser le pouvoir de la bourgeoisie, sans lui enlever les rênes de l'économie, c'est-à-dire sans une révolution.

Les travailleurs sont la seule classe capable de remplacer la bourgeoisie au pouvoir. Il faut qu'ils réalisent la force qu'ils représentent.

Les travailleurs font fonctionner toute la société, ils sont capables de réorganiser l'économie sur d'autres bases. Si, avec les richesses et le niveau de développement atteint par la société, la bourgeoisie n'est pas capable de construire un monde sans misère ni chômage, les travailleurs, eux, le sont!



Plan de relance : des milliards pour le patronat

Le plan de relance détaillé jeudi 3 septembre a été présenté par le gouvernement comme d'une ampleur inédite.

« Quatre fois plus que le plan de 2009 [en pleine crise financière] et un tiers du budget de l'État », s'est félicité le Premier ministre Jean Castex, déclarant qu'il était censé « préparer la France de 2030 » et qu'il était « d'abord destiné au climat et à la biodiversité. »

Ce plan à 100 milliards d'euros, baptisé France relance, constitue essentiellement un transfert d'argent public vers les entreprises privées. La transition écologique, un des trois « piliers »

du plan avec un financement de 30 milliards d'euros, sert en fait de prétexte à des subventions à des groupes privés. Ainsi, la filiale de l'hydrogène, qui bénéficiait jusqu'à présent de 100 millions d'euros d'aides publiques pour la recherche et développement, va bénéficier de 2 milliards entre 2021 et 2022.

Mais la mesure la plus emblématique donne simplement satisfaction à une vieille revendication du patronat : la baisse des impôts

de production à hauteur de 20 milliards sur les deux prochaines années.

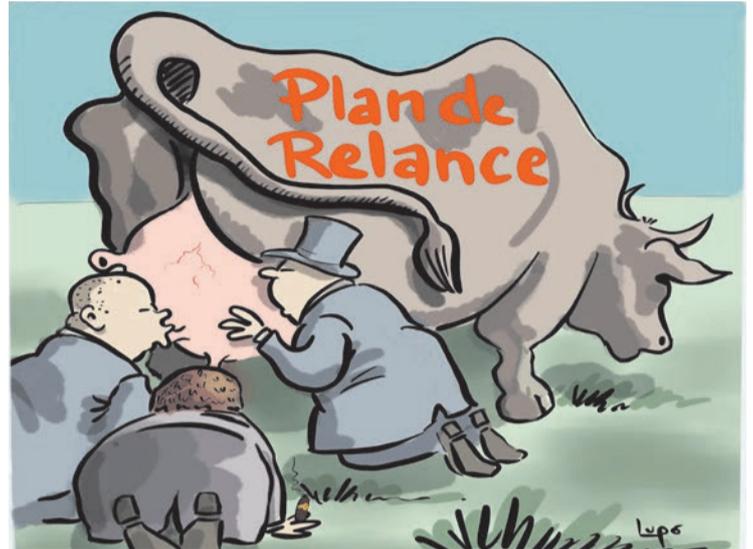
L'emploi a été présenté comme un objectif central mais les mesures censées favoriser l'embauche de jeunes consistent, là encore et comme toujours, à verser de l'argent au patronat. Le plan prévoit une prime de 5 000 euros pour l'embauche de jeunes en alternance et une de 4 000 euros pour un jeune de moins de 26 ans, pour un contrat supérieur à trois mois. C'est une prime à la précarité!

Alors, avec son plan de relance, le gouvernement ne fait qu'augmenter la part

d'argent public, déjà considérable, détournée vers les caisses des entreprises, sans contrôle et sans contrepartie, et finalement vers les circuits de la spéculation. Car, même sous la protection

de son État, la bourgeoisie n'a nullement l'intention de risquer ses capitaux en investissant dans une prétendue reprise à laquelle elle ne croit pas.

Boris Savin



Relocalisations : "Prends l'oseille et tire-toi"

La fermeture des frontières pendant le confinement ayant entraîné des ruptures d'approvisionnement, en particulier dans la pharmacie, le discours général est aux relocalisations.

Sous une forme ou sous une autre, 15 milliards d'euros du plan de relance sont ainsi dédiés selon Macron « à l'innovation et aux relocalisations ».

Le gouvernement invoque la souveraineté nationale et l'indépendance économique du pays pour justifier que l'on produise en France des médicaments ou d'autres marchandises stratégiques. Les industriels, eux, dénoncent « le coût du travail » qui serait trop élevé ici, pour justifier la délocalisation de pans entiers de leurs productions dans des pays pauvres où les salaires sont faibles.

Les capitalistes de la pharmacie, comme Sanofi qui réalise plusieurs milliards de bénéfices par an, font depuis des mois du chantage sur le prix de vente des médicaments. Ils se disent prêts à relocaliser la production des principes

actifs de certains médicaments à condition que l'État, via la Sécurité sociale, les autorise à augmenter le prix de vente. Ils ont été entendus puisque Macron a annoncé, le 28 août en visitant un laboratoire pharmaceutique, que les économies demandées par la Sécu aux entreprises du médicament allaient baisser de 300 millions d'euros cette année.

Si les patrons ont du mal à cacher leur joie devant ce Noël à l'automne, ils ne s'engagent ni à relocaliser ni à embaucher. Ainsi Philippe Darmayan, président de l'UIMM, l'organisation patronale de la métallurgie, a déclaré au journal *Les Échos* : « Les projets de relocalisations ne tiendront que si la compétitivité est au rendez-vous. » Interviewé dans le même journal, Patrick Artus, économiste chez Natixis, est encore plus explicite, prévoyant que la crise

va provoquer « des suppressions d'emplois, des baisses de salaires et des délocalisations encore plus massives ». Bien des travailleurs, victimes de plans de licenciements ou subissant un chantage pour signer des accords de performance collective (APC) prévoyant la suppression de jours de RTT ou imposant un allongement du temps de travail, subissent déjà cette aggravation de l'exploitation.

Les directions syndicales qui reprennent à leur compte ces demandes de relocalisations en laissant entendre que celles-ci pourraient être dans l'intérêt commun des patrons et des travailleurs se fourvoient. Comme toujours, le patronat prendra les milliards et continuera de faire ce qu'il voudra. Pour défendre leurs emplois et leur droit à l'existence, les travailleurs devront leur arracher le contrôle des usines et de toute l'économie.

Xavier Lachau

Impôts de production : un cadeau à 20 milliards

Le plan de relance prévoit de baisser les impôts dits de production des entreprises d'un total de 20 milliards d'euros en deux ans.

Ces impôts correspondent à diverses taxes payées par les entreprises, des taxes foncières sur les locaux industriels ou calculées en fonction du chiffre d'affaires. Les deux taxes qui vont être réduites (CFE et CVAE) rapportaient entre 25 et 30 milliards d'euros par an. Cette somme est à comparer avec les 200 milliards d'euros rapportés chaque année par la TVA que paient tous les consommateurs, y compris les sans-domicile qui achètent une baguette de pain. Cette exonération ne s'accompagne d'aucune contrainte, d'aucune obligation d'investir, ni en France ni ailleurs.

Certaines de ces taxes avaient remplacé la taxe professionnelle supprimée par Sarkozy en 2010. La partie définitivement supprimée au 1^{er} janvier 2021 était versée aux régions. Castex s'est engagé à compenser entièrement le manque à gagner mais les élus des collectivités territoriales savent que les promesses de ce genre sont rarement tenues. Et même si l'État compense vraiment, les entreprises ne payant plus cet impôt, c'est la population qui paiera, par la dette publique aggravée, des budgets amputés pour les hôpitaux ou les écoles ou des impôts en hausse.

X. L.

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 19 septembre à partir de 19 heures et dimanche 20 septembre à partir de 11h30

Espace Mosaïque à Saint-Priest

Samedi à 20 heures :

intervention de Nathalie Arthaud

Toulouse

Samedi 26 septembre à partir de 18 heures et dimanche 27 à partir de 11 heures

Hall 8 du Parc des expositions

Rennes

Samedi 3 octobre de 15 heures à minuit

Carrefour 18 - 7, rue d'Espagne

Orléans

Dimanche 11 octobre de 10h30 à 19 heures

Salle des Bicharderies

ZA des Bicharderies

à Fleury-les-Aubrais

Meeting à Paris

avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Vendredi 9 octobre à 20 heures

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor - Paris 5^e

M° Maubert-Mutualité

Entrée libre. Cette réunion se déroulera dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

La République selon Macron : valeurs très électorales

Lors de la cérémonie organisée au Panthéon pour commémorer les 150 ans de la proclamation de la Troisième République, le 4 septembre 1870, Macron voulait, paraît-il, préciser sa vision d'ensemble de la République. On a surtout vu le lancement de sa campagne présidentielle.

Voulant faire un geste symbolique en direction de l'électorat de gauche, Macron a présidé une cérémonie de naturalisation et célébré des personnalités originaires d'autres pays comme Gambetta, Marie Curie, et même annoncé un hommage officiel à Gisèle Halimi, l'avocate féministe et anticolonialiste qui vient de mourir.

Pour vanter les mérites de sa République, Macron

a pris quelques libertés avec l'histoire. Selon lui, la police, la gendarmerie et les tribunaux sont au premier rang de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, comme s'ils n'avaient été pour rien dans la rafle du Vel'd'Hiv ou celles de la guerre d'Algérie, dans les condamnations de militants antiracistes et les exactions commises par la police ces dernières années contre



La police en action contre les manifestants anti-OAS, le 8 février 1962.

des manifestants et des jeunes de banlieue.

En revanche, le président, et futur candidat à sa propre succession, a fustigé le prétendu séparatisme, ajoutant ainsi une pierre à la campagne contre

les musulmans et les immigrés en général.

Derrière le grand, et mensonger, discours républicain, perce le politicien inquiet qui va disputer ses électeurs à l'extrême droite sur le terrain de la

xénophobie.

Quant à la vision de la République de Macron, pour autant qu'il en ait une, elle semble surtout consister à vanter la matraque et l'ordre policier.

Jean Sanday

Sécurité : concurrence réactionnaire

La droite et l'extrême droite pouvant difficilement se démarquer du gouvernement Macron-Castex sur son programme économique qui satisfait toutes les demandes patronales, elles cherchent à le faire sur le terrain de la sécurité.

Pour leur couper l'herbe sous le pied, Macron et ses ministres n'hésitent pas à en rajouter. Le vocabulaire utilisé, séparatisme, ensauvagement, atteinte à la laïcité, est délibérément choisi pour faire écho au discours de Le Pen.

Darmanin, en présentant le plan sécurité du gouvernement, prétend lutter contre la violence et les trafiquants de drogue qui empoisonnent la vie de bien des habitants de quartiers

populaires. Il déclare s'émouvoir de ce qu'« un gamin de 14 ans gagne plus en faisant le guet pour des dealers que son père en travaillant ». Mais que propose-t-il pour y remédier? Comme tous ses prédécesseurs, il veut « remettre du bleu dans la rue » pour « rassurer les honnêtes gens que nous voulons protéger ». Autrement dit, il veut embaucher des policiers, qui s'ajouteront aux 6 000 policiers et gendarmes que

Macron aurait recrutés depuis 2017. Pour éradiquer le trafic de drogue, il prétend s'en prendre à toute la filière, des gros trafiquants aux consommateurs « y compris ceux des beaux quartiers ». Mais la mesure emblématique consistant à généraliser les amendes à 200 euros pour consommation de cannabis ne vise absolument pas les trafiquants, petits ou gros.

Toutes ces mesures – sans même discuter de leur efficacité à court terme – font l'impasse sur l'essentiel : les raisons profondes de l'augmentation des trafics et de la violence dans la société. Si la vie quotidienne dans

de nombreux quartiers est aujourd'hui plus dure et brutale que par le passé, cela résulte avant tout de l'augmentation du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Si un guetteur gagne plus qu'un travailleur, c'est d'abord révélateur de la faiblesse des salaires. Les habitants des quartiers et des banlieues populaires, ce sont les infirmières, les caissières, les livreurs ou les auxiliaires de vie qui ont fait tourner le pays pendant le confinement. Macron, Darmanin et C^{ie} n'ont que mépris pour ces « honnêtes gens » qui ne sont pas « des premiers de cordée ». Quant à leurs enfants, même

quand ils ne traînent pas dans les rues, ils sont traités en délinquants potentiels par des policiers mus par la peur quand ils ne sont pas imprégnés de préjugés divers, dont le racisme. C'est bien souvent leur propre brutalité, avec la multiplication des contrôles injustifiés et leur mépris affiché, que récoltent en boomerang les policiers.

Macron, dont toute la politique a renforcé les inégalités sociales et fait plonger dans la précarité de nouvelles fractions de la population, se fiche du sort des habitants des quartiers populaires.

Xavier Lachau

Schiappa : le féminisme comme alibi

Pour préparer sa campagne présidentielle, Macron a visiblement décidé de spéculer sur la haine antimusulmans. Marlène Schiappa, ministre de la Citoyenneté, s'engouffre dans cette nouvelle campagne islamophobe sous prétexte de lutte pour l'égalité des sexes.

Comme si seule la religion musulmane prônait

la soumission et l'infériorité des femmes ! Ni les

extrémistes catholiques qui mettent en danger la vie des femmes qui avortent, ni ceux qui ont manifesté durant des mois en défendant leur vision réactionnaire de la famille n'ont jamais été ainsi stigmatisés. Les intégristes juifs qui refusent jusqu'à la possibilité de regarder une femme ne le sont pas non plus. Les écoles religieuses, encore parfois non mixtes, catholiques, juives ou protestantes ne sont aucunement inquiétées.

Entre autres mesures, les associations sportives, religieuses ou culturelles devront signer un contrat de respect de la laïcité et s'engager sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Outre le peu d'importance que représente la signature d'un bout de papier pour

combattre des oppressions, il est évident que les fédérations sportives accusées d'avoir couvert des agressions sexuelles contre de jeunes sportives ne sont pas les principales visées.

Le gouvernement promet également d'interdire aux médecins de délivrer des certificats de virginité. « Ma première réaction a été la surprise évidemment, a réagi la gynécologue Ghada Hatem, parce que je ne pensais pas que ce sujet méritait qu'on légifère. » Le fait est que des pères, frères ou maris particulièrement réactionnaires, estiment que le corps des femmes de leur famille doit leur appartenir de façon exclusive et veulent qu'on le leur certifie. C'est évidemment un comportement révoltant

mais heureusement très minoritaire. Alors brandir la question des certificats de virginité demandés par certains est une façon de cibler les milieux musulmans en les désignant à la vindicte publique, sans que l'interdiction faite aux médecins de délivrer de tels certificats puisse en quoi que ce soit résoudre le problème.

En revanche, alimenter la haine antimusulmans ne peut que renforcer le repli communautaire et le pouvoir des intégristes dans les quartiers populaires immigrés. Mais l'objectif du gouvernement n'est pas de combattre l'obscurantisme et la domination des hommes sur les femmes, leur sexualité et leur liberté de choisir leur vie.

Marion Ajar



Manifestation d'intégristes catholiques anti-IVG devant l'hôpital Tenon.

Attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher : la barbarie impérialiste absente du banc des accusés

Mercredi 2 septembre s'est ouvert le procès des attentats contre Charlie Hebdo et contre l'Hyper Casher qui avaient fait dix-sept morts. Treize hommes et une femme – cette dernière et deux hommes par contumace – sont jugés pour avoir apporté un soutien logistique aux trois terroristes tués par la police.

Le 9 janvier 2015, la rédaction de l'hebdomadaire satirique, prise pour cible pour avoir publié des caricatures de Mahomet des années auparavant, avait été décimée par les frères Kouachi. Un ouvrier de maintenance et deux policiers avaient été, eux aussi, victimes des mêmes assassins. Deux jours plus tard, le vendredi 11 janvier, Amedy Coulibaly, qui la veille avait tué une policière municipale, exécutait quatre personnes dans un attentat au caractère ouvertement antisémite. Le massacre de Charlie Hebdo, revendiqué par al-Qaïda dans la péninsule arabique, celui de

l'Hyper Casher, accompli au nom de Daech, étaient les deux volets d'une même attaque terroriste.

La négation violente du droit d'expression et le caractère antisémite des attaques ont soulevé à juste titre l'indignation et la colère. Mais, comme pour les attentats qui ont suivi, en particulier ceux de novembre 2015 contre le Stade de France et le Bataclan, l'émotion a été instrumentalisée pour appeler à l'union nationale derrière le gouvernement et sa politique d'intervention militaire au Moyen-Orient et en Afrique menée au nom de la lutte contre le terrorisme.

Mais, si la nébuleuse islamiste a pu se former, recruter des adeptes, déployer des activités jusque dans un pays comme la France, c'est parce que, depuis des décennies, les grandes puissances sèment les frustrations, l'injustice et la terreur dans le monde. Elles n'ont pas non plus hésité à encourager les tendances islamistes réactionnaires pour tenter de les utiliser.

Ainsi, elles n'ont eu aucun état d'âme à s'appuyer sur le régime obscurantiste d'Arabie saoudite, lui-même parrain de groupes terroristes, à nier les droits élémentaires de la population palestinienne, à appuyer des bandes armées pour diviser et soumettre des territoires ou à intervenir directement en bombardant ou en déployant des troupes. L'impérialisme français a sa part de responsabilité dans le chaos qui ensanglante une partie du monde arabe

et de l'Afrique. C'est cette violence semée par les puissances impérialistes qui a surgi en boomerang dans les rues de Paris sous la forme abjecte d'un attentat contre des dessinateurs de presse et des journalistes, et contre des anonymes exécutés parce que juifs.

Les terroristes qui ont commis les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher sont morts et ne seront pas jugés. Ceux qui ont fabriqué ce terrorisme ne sont pas jugés non plus car ce sont les dirigeants du monde impérialiste.

Boris Savin



En Syrie en 2015.

Masques, tests, quatorzaine : qui vivra verra

D'après les chiffres officiels, le nombre d'infections au coronavirus augmente de 15% par semaine. Il y a désormais 574 personnes placées en réanimation, un chiffre à comparer aux 400 de la fin août, et aux 7 000 atteints lors du pic épidémique du printemps. Alors que la situation semble devenir critique à Marseille, des médecins prévoient, si la maladie progresse au même rythme, une nouvelle situation catastrophique dans les hôpitaux en décembre.

Devant cette situation, le gouvernement et son ministre de la Santé Olivier Véran proposent des discours et des rustines. Aujourd'hui les masques sont certes disponibles, du moins pour ceux qui peuvent se les payer en nombre suffisant, mais les tests et surtout leurs résultats ont tendance à se faire attendre.

Les conditions d'accueil des jeunes scolarisés, les conditions de travail des adultes dans les établissements d'enseignement ont de quoi inquiéter. Le gouvernement, prévoyant des fermetures de classes, serait en train d'étudier les moyens d'aider les parents à garder leurs enfants. Il serait temps, en effet...

Dans les entreprises comme dans les transports en commun, les gestes barrières et les précautions sanitaires sont réduits à ce qui ne gêne pas la productivité du travail et, surtout, ne coûte rien au patronat.

Le débat public s'est focalisé sur la durée de la quarantaine : 14 jours ou 7 jours ? Dans une société organisée par le chacun-pour-soi et l'État pour le grand patronat, bien des travailleurs indépendants, des salariés précaires ou sous pression, des mères élevant seules leur enfants ne peuvent sans risque arrêter de travailler. Alors, faute de leur offrir les moyens d'attendre les résultats du

test puis éventuellement de s'isoler, le ministre de la Santé se borne à raccourcir les délais.

Véran voudrait éviter une nouvelle explosion épidémique, car il sait qu'elle entraînerait la même catastrophe sanitaire qu'au printemps, suivie de la même désorganisation sociale. L'expérience acquise à l'hôpital lors de la première vague ne compense pas, il s'en faut, l'épuisement, le sous-effectif chronique, le manque de moyens, la soumission de la santé aux critères de rentabilité financière. Pour retarder l'échéance, Véran compte sur les seuls gestes barrières, mais sans

déranger l'exploitation du travail, sans embaucher pour encadrer les enfants, sans venir en aide à ceux qui ne peuvent s'isoler, sans même mobiliser les moyens de l'État pour tester systématiquement et rapidement.

Pour sauver les profits, l'État a immédiatement trouvé les capitaux nécessaires, quitte à les inventer. Pour combattre l'épidémie, il n'y a eu que le dévouement des travailleurs en première ligne et il n'y a que la conscience de la population elle-même. Le ministre, lui, se contente de danser pour faire venir la pluie.

Paul Galois

Salariés vulnérables : condamnés à retourner au travail

Depuis le 1^{er} septembre, une grande partie des travailleurs présentant des risques de santé accrus face au Covid 19 ne pourront plus bénéficier automatiquement du chômage partiel, et de l'indemnisation à laquelle il donne droit.

Cette mesure est en contradiction avec les déclarations du gouvernement sur la reprise de l'épidémie, mais témoigne d'une volonté affichée de faire reprendre le travail à tous et à toutes.

Les diabétiques, les salariés atteints de maladies cardio-vasculaires, d'obésité ou d'affections respiratoires devront ainsi retourner au travail s'ils n'ont pas obtenu d'arrêt maladie de

leur médecin traitant. Seuls restent éligibles au chômage partiel les malades atteints d'un cancer évolutif sous traitement ou d'une immunodépression, ceux de plus de 65 ans cumulant diabète et obésité et ceux en insuffisance rénale chronique sévère ou dialysés. Ces conditions sont tellement restrictives qu'elles écartent le plus grand nombre de personnes à risque. D'autre part, les salariés partageant

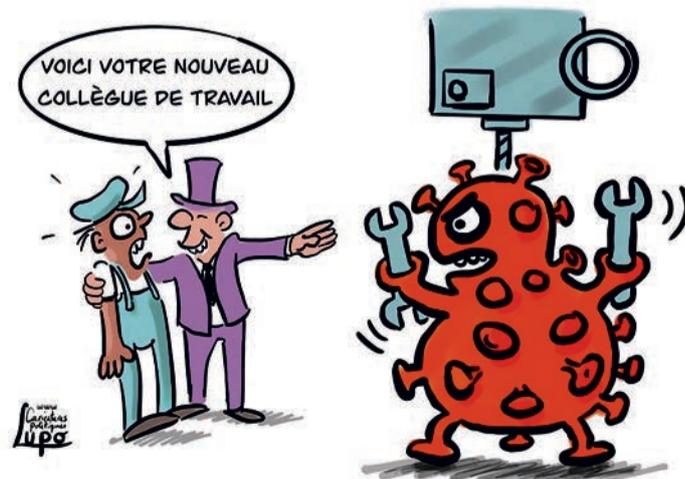
le domicile d'une personne vulnérable ne peuvent plus bénéficier d'un certificat d'isolement et de l'indemnisation.

Ces mesures scandaleuses mettent en danger la santé et la vie des travailleurs les plus vulnérables. Elles les obligent à reprendre le travail sous le prétexte fallacieux qu'avec les protocoles de sécurité et le port du masque on ne risque plus rien à l'usine ou au bureau. C'est un mensonge éhonté, amplement démenti par le fait que beaucoup des clusters identifiés ont leur origine dans les entreprises. Mais peu

importe au gouvernement. Il est prêt à sacrifier les travailleurs, ceux à risque

comme les autres, sur l'autel du profit.

Daniel Mescla



Rentrée scolaire: retour à l'anormal... en pire!

Malgré le coronavirus, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer voulait une rentrée « normale ». Il a effectivement organisé une rentrée comme toutes les autres, avec son lot de classes surchargées, de professeurs, d'infirmières, de secrétaires ou d'autres personnels pas encore nommés.

Après six mois sans école, beaucoup d'élèves auraient, encore plus que d'habitude, besoin d'être bien accompagnés pour rattraper leur retard. Mais certains peuvent arriver dans une classe où il manque trois ou quatre professeurs, pas encore affectés, ou absents et pas remplacés. Les fermetures de classes

prévues ont été faites, sans tenir compte de la nécessité de classes moins surchargées, aussi bien pour éviter la propagation du virus que pour faire face aux difficultés des élèves suite au confinement. Au contraire, beaucoup d'établissements voient les effectifs de chaque classe augmenter.

À part les masques, et encore, pas fournis partout dès le jour de la rentrée, le ministère n'a pratiquement rien prévu pour éviter la propagation de l'épidémie. Dans certains établissements, il n'y a qu'un seul distributeur de gel hydroalcoolique à l'entrée. Pour le reste, tout continue comme avant, avec les classes de plus de trente élèves entassés dans de petites salles, les couloirs surchargés à la sortie des classes, les salles de cantine pleines, sans distanciation possible.

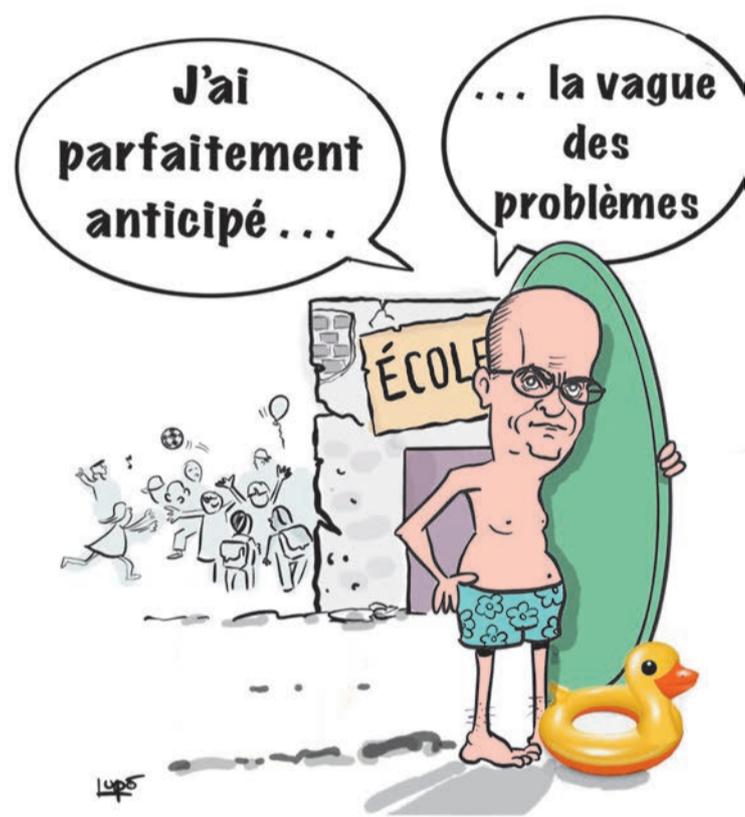
En cas de fermeture d'une classe ou d'une

école, à cause de cas de Covid, que faire pour garder les enfants? Les réponses contradictoires des ministres aux interviews témoignent d'une impréparation totale. « On ne laissera pas les parents sans solution et si jamais une décision lourde de fermer une classe ou de fermer une école est prise, évidemment qu'on proposera des solutions aux familles », est tout ce qu'a trouvé à dire Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement. Mais c'est tout le contraire qui se passe puisque les parents doivent se débrouiller

seuls, alors que les classes et les écoles fermées sont encore peu nombreuses, et que le problème pourrait être facile à gérer.

Après le confinement, le personnel des hôpitaux dénonçait le retour « à l'anormal ». C'est le cas aussi dans l'enseignement, où la rentrée se déroule, comme toutes les autres, sans que le gouvernement ait voulu consacrer un peu d'argent public à créer les emplois nécessaires, et à organiser au mieux la prévention contre l'épidémie.

Hélène Comte



Élèves en attente d'une place

En région parisienne, des centaines de collégiens et de lycéens n'ont pas pu faire leur rentrée le 1^{er} septembre car ils n'avaient de place dans aucun établissement.

C'est en fait le cas chaque année mais le nombre d'élèves non affectés est cette fois particulièrement élevé. Compte tenu de la crise sanitaire, beaucoup de familles qui auraient dû déménager avant l'été n'ont pu le faire et le nombre d'arrivées dans les

académies de Paris, Créteil et Versailles serait plus élevé que prévu. Mais même les familles qui avaient averti à l'avance le rectorat de la future inscription de leur enfant n'ont pas forcément obtenu de place.

Les enfants qui quittent l'enseignement privé pour

revenir dans le public seraient aussi plus nombreux cette année, notamment dans des familles qui n'ont plus les moyens de payer.

La solution du rectorat a consisté à compter sur des désistements éventuels, en faisant attendre plusieurs centaines d'élèves. Cela coûte moins cher que d'ouvrir des classes supplémentaires.

H. C.

Menace de mort contre un militant

Dimanche 30 août, un tweet d'un responsable du RN du Val-de-Marne menaçait de mort Anasse Kazib, un membre du NPA et militant syndical à la SNCF, un des animateurs de la grève de l'hiver dernier contre la réforme des retraites.

Au-dessus d'une photo représentant des hommes pendus, le message indiquait « Dans le grand rapatriement, nous allons commencer par les lettres A et K. Le petit Anasse Kazib est prié de se présenter porte 12 dont la destination est une surprise. » Le lendemain, le message continuait en désignant « un allogène qui ne s'assimile pas, bref un ennemi de l'intérieur ».

Rendue publique par plusieurs médias, cette menace de mort n'a pas été assumée par le RN, qui a annoncé avoir démis de ses fonctions le responsable qui

en est l'auteur. Mais ce dérapage ne fait que s'inscrire dans le fonds politique de ce mouvement d'extrême droite depuis son origine.

Si le RN adopte plutôt comme uniforme aujourd'hui le costume-cravate plutôt que la chemise brune des nazis, le béret des miliciens pétainistes ou la robe blanche des lyncheurs du Ku Klux Klan, il en charrie la même idéologie raciste et antiouvrière au service du grand patronat.

Solidarité avec Anasse face aux attaques et aux menaces de l'extrême droite!

C.B.

APL: économies sur le dos des plus pauvres

Après avoir reporté cinq fois la réforme des aides personnalisées au logement (APL) pour des raisons techniques, la ministre déléguée au Logement, Emmanuelle Wargon, vient d'annoncer son application au premier janvier 2021.

Les six millions d'allocataires percevront désormais des allocations logement calculées sur le revenu des douze derniers mois au lieu des revenus datant de deux ans.

Sous couvert de mieux répondre aux besoins des allocataires, cette réforme fera en réalité bien plus de perdants que de gagnants. Le gouvernement compte ainsi économiser 700 millions. Avant le début de l'épidémie, qui a fortement touché les revenus des classes populaires, l'économie devait être de plus d'un milliard.

Mais les loyers continuent de croître dans les grandes villes et les propriétaires continuent à les augmenter de plus de 3% en moyenne à chaque changement de locataire.

Fibrouge

À votre santé!

Prétextant qu'on a moins pu se faire soigner lors du confinement et que les complémentaires santé ont donc eu moins à rembourser, le gouvernement va les taxer de 1,5 milliard.

Cet argent est pourtant celui des adhérents à ces mutuelles, majoritairement des salariés. Mais le gouvernement n'allait pas laisser passer une occasion de prendre dans leurs poches ce qui, d'une façon ou d'une autre, ira gonfler les subventions au patronat!

Les gants jetables: nouvel objet de spéculation

Après la flambée des prix des masques et du gel du fait de la pénurie, vient celle des gants jetables. Les quelques usines qui les fabriquent, essentiellement en Asie, n'arrivent pas à répondre à la demande.

Les fournisseurs de matière première profitent de la situation pour augmenter leurs prix, et comme la spéculation bat son plein, la matière première est rachetée et revendue à plusieurs reprises avant d'arriver aux



clients. C'est le fonctionnement normal d'un système dans lequel les prix peuvent être déconnectés des coûts de fabrication.

Mais certains s'en frottent les mains, avec ou sans gant.

Le prix du mépris

La ministre à l'Égalité femmes-hommes se vante de « ne pas héberger dans n'importe quelles conditions » les femmes victimes de violences conjugales. Elle leur octroie 25 euros par jour, alors qu'un rapport du Sénat préconise au moins 40 euros...

Ce gouvernement n'est guère généreux pour les femmes. Il ne l'est que pour le patronat... des deux sexes.

Veolia - Suez: **Monopoly aux dépens des travailleurs**

Le 30 août, Veolia a engagé le rachat de Suez, son principal concurrent dans la gestion de l'eau et des déchets, en proposant à Engie de lui racheter les 30% du capital qu'il détient dans Suez. Dans un deuxième temps, Veolia rachèterait l'ensemble des titres.

La première partie de l'opération coûterait à Veolia 3 milliards d'euros, une somme qu'il prendrait sur sa trésorerie. Pour la deuxième partie, Veolia augmenterait son capital, c'est-à-dire ferait appel aux

marchés financiers pour trouver 7 milliards. Les capitalistes ont des milliards en caisse disponibles pour de telles opérations.

Les premiers opposants à cette opération sont les dirigeants de Suez. Cela

résulte de leur position de dirigeants et sans doute aussi de la somme jugée trop faible que Veolia a mise sur la table. L'un de leurs arguments est que cette fusion fausserait la concurrence et ferait flamber le prix de l'eau. À cela Veolia répond qu'une fois l'opération faite, il vendra la partie Eau de Suez et ses 11 000 salariés. De part et d'autre, l'argumentation autour de la concurrence est des plus

hypocrites. En France, le marché de l'eau est depuis des décennies partagé essentiellement entre trois requins, la troisième entreprise étant la Saur. Au travers de contrats de délégation de service public que leur accordent les municipalités, ces entreprises ont accumulé des fortunes, sachant à coups de lobbying et autres manœuvres se partager le gâteau et imposer aux municipalités et aux usagers les prix les plus élevés, jusqu'à deux fois plus que lorsque l'eau est gérée directement par les municipalités.

L'autre argument des dirigeants de Suez est l'emploi. Ils estiment que 4 000 emplois seraient menacés. Et effectivement, bien que le PDG de Veolia ait affirmé que la fusion serait « sans effet négatif sur l'emploi en France », l'opération prévoit 500 millions d'euros de « synergies opérationnelles », dont 100 millions la première année. Pour réaliser de telles économies, nombre d'emplois risquent de disparaître, à l'étranger, dans les nombreux pays où les deux entreprises opèrent, mais aussi en France, ne serait-ce que dans la sous-traitance à laquelle les deux groupes font largement appel.

Dans la bouche des patrons de Suez, cet argument est tout autant hypocrite et cynique que celui du prix de l'eau. Pour retarder la

prise de contrôle par Veolia afin de négocier au mieux leur avenir, voire le prix de vente de Suez, il s'agit pour eux de faire un maximum de bruit. Ils ont reçu pour cela le soutien des syndicats CGT et CFDT de Suez qui ont appelé à un débrayage mardi 8 septembre contre la fusion. Or, si des milliers d'emplois sont certainement menacés par la fusion avec Veolia, et si les travailleurs ont toutes les raisons d'être inquiets et de le manifester, ils n'en ont aucune pour se ranger derrière leur direction, car elle sait aussi bien tailler elle-même dans les effectifs pour satisfaire ses actionnaires. Ainsi, en 2016, Suez avait supprimé 600 emplois dans ses fonctions support. Et il y a un an, en octobre 2019, l'entreprise avait annoncé 3 à 4 milliards de cessions d'actifs, la vente de morceaux de l'entreprise, et un plan d'économies de 1 milliard d'euros en quatre ans, notamment en ne remplaçant pas un certain nombre de départs à la retraite.

Dans cette bataille entre capitalistes, le vainqueur présentera de toute façon l'addition aux travailleurs, afin de satisfaire au mieux les actionnaires. Les travailleurs n'ont pas intérêt à se retrouver derrière l'un ou l'autre des requins en présence, mais à s'unir pour défendre leurs emplois.

Serge Benham



Débrayage des salariés de Suez à Chalon-sur-Saône le 8 septembre.

Lafarge: **pollueur récidiviste**

Le 27 août, l'OFB (Office français de la biodiversité) et la Brigade fluviale de Paris ont pris le cimentier Lafarge en flagrant délit de pollution de la Seine, sur les quais de Bercy, à quelques pas du ministère de l'Économie.

Sur les photos et vidéos prises par les enquêteurs et publiées par une partie de la presse, on voit une eau blanchâtre sortir d'un camion-toupie de Lafarge et se déverser dans la Seine après avoir transité par une cuve. D'après les analyses, cette eau contient du béton, du ciment, des liquides de traitement et des microfibres de

plastique, un cocktail mortel pour les poissons et pour les algues.

Lafarge prétend que la cuve aurait été endommagée par un acte de malveillance et que cet incident serait exceptionnel. Un responsable de l'AAPPMA (Association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique), qui a mené l'opération

du 27 août, rappelle qu'en 2019 une filiale de Vinci a déjà été condamnée à une amende de 50 000 euros pour avoir rejeté du béton dans la Seine. Il rappelle aussi que des pêcheurs ont donné l'alerte il y a plusieurs mois. Selon lui, ces déversements toxiques durent depuis des années, comme en témoignent les couches de ciment séché visibles sur les quais de Seine. Enfin, des riverains ont envoyé à la mairie de Paris des photos montrant un autre site de Lafarge, dans le 15^e arrondissement, effectuer les mêmes déversements dans la Seine.

Face au scandale, la maire de Paris et le ministre de l'Écologie ont fait mine de s'indigner et ont promis des contrôles et des sanctions contre Lafarge. Le parquet de Paris a été saisi le 1^{er} septembre. Ces froncements de sourcils ne risquent pas d'impressionner Lafarge. Au pire, le cimentier écoperait, comme son concurrent Vinci, d'une amende de quelques dizaines de milliers d'euros... une brouille pour ces milliardaires du bâtiment.

Julie Lemée



Lafarge, près de la Seine, à Bercy.

Banque Carrefour: **C-zam ferme-toi!**

La banque Carrefour, filiale du groupe de distribution, a décidé de fermer son service bancaire C-zam jugé pas assez rentable.

Vendu en box au prix de 5 euros aux caisses des supermarchés, C-zam offrait un compte courant et une carte de paiement pour seulement 1 euro par mois. Une aubaine apparente pour beaucoup de familles populaires, de retraités sans le sou, de jeunes qui y ont souscrit.

Mais depuis son ouverture en 2017, ce service bancaire fait l'objet de nombreuses plaintes: retard de virement des prestations familiales, blocage des cartes, paiements refusés sans raison, refus de remboursements de clients victimes de fraudes.

Préférant se rabattre sur le crédit à la consommation qui rapporte plus, la banque a annoncé mi-mai par mail à ses clients qu'ils avaient deux mois pour retirer leurs

avoirs. Sortant à peine du confinement, et en plein été, entre 10 000 et 20 000 titulaires ont dépassé le délai et se sont retrouvés mi-juillet avec leur compte bloqué et l'impossibilité de récupérer leur argent.

Il a fallu que de nombreux clients se regroupent et protestent publiquement pour obtenir qu'au moins la banque promette de restituer les sommes dérobées. Elle a finalement affirmé, après avoir traîné les pieds pendant six semaines, qu'elle avait envoyé des chèques de remboursement à tous ses clients le 28 août.

Étonnant comme l'argent va plus facilement des poches des pauvres vers les coffres des riches que dans l'autre sens!

Gilles Boti

Mali : l'armée française enlisée

Deux soldats de l'opération Barkhane sont morts samedi 5 septembre au nord du Mali et un autre a été blessé dans l'explosion de leur véhicule blindé. Cela porte à 45 le nombre de militaire français tués depuis 2013.

Il y a trois mois, au sommet de Nouakchott, Emmanuel Macron avait affirmé que la victoire contre les djihadistes était désormais possible. Les 600 hommes supplémentaires affectés à l'opération Barkhane et une nouvelle stratégie allaient selon lui renverser la situation. Il est clair qu'il n'en est rien.

Les militaires du contingent de l'ONU, la Minusma, en majorité venus d'autres pays africains ou du Bangladesh, paient un tribut encore plus lourd. Plus de 200 d'entre eux sont morts au

Mali, pour permettre au gouvernement français de mener sa propre guerre. Quant à l'armée malienne, elle n'est pas en reste. Les attaques contre ses camps ou ses convois se multiplient. Dix militaires maliens ont ainsi péri le 3 septembre dans une embuscade, au centre du pays.

Lorsque l'armée française est intervenue au Mali en 2013, le gouvernement français de l'époque, nommé par François Hollande, prétendait protéger ainsi la population malienne contre

les djihadistes. C'était une pure hypocrisie, car il s'agissait uniquement de garder la main sur son ancienne colonie. Aujourd'hui, les troupes françaises, loin d'être une protection pour les habitants, concourent pleinement au climat d'insécurité généralisée qui s'est emparé de toute la région. Le 1^{er} septembre, les soldats français ont ouvert le feu près de Gao sur un autobus se dirigeant selon leurs dires vers leur convoi militaire, ce que nie le chauffeur. Un civil malien a été tué et deux autres blessés. Les drones armés qu'utilise depuis le début de l'année l'armée française sont aussi une menace pour les villageois, qui ne les entendent pas arriver. Censés



Drone armé.

cibler uniquement les djihadistes, ils peuvent tout aussi bien frapper les habitants auxquels ceux-ci se sont mêlés.

Ces agressions directes s'ajoutent au fait que les soldats de Barkhane couvrent les exactions de l'armée

maliennne, suscitant un rejet croissant de la population. Quant aux jeunes soldats français qui meurent là-bas, ils n'y sont envoyés que pour défendre les intérêts de l'impérialisme français dans une sale guerre.

Daniel Mescla

Maroc : confinement et répression

Dimanche 6 septembre, peu avant minuit, les habitants de Casablanca apprennent que leur agglomération (plus de 3 millions d'habitants) allait être de nouveau confinée et totalement coupée de l'extérieur à partir du lendemain midi, pour une durée de quatorze jours.

Les écoles et les universités sont désormais fermées, les marchés, les cafés et les commerces ont des heures de fermeture imposées, et le couvre-feu est instauré entre 22 heures et 5 heures du matin. Des autorisations de circulation sont accordées, mais elles dépendent du bon vouloir du pacha (équivalent du préfet) et nécessitent des heures d'attente.

Depuis le déconfinement, commencé à la mi-juin, des mesures du même type se sont succédé dans tout le pays, au fur et à mesure du développement de l'épidémie. Les déplacements ont été interdits entre les grandes villes, des villes comme Tanger, Kenitra, et des quartiers entiers de Marrakech et de Casablanca ont été bouclés à tour de rôle.

Partout, les policiers et les forces auxiliaires, déjà omniprésents en temps normal, multiplient les contrôles, les barrages sur les routes. Les blindés ont même été déployés dans les rues des

grandes villes.

Comme ailleurs, la raison invoquée pour justifier ce déploiement de forces est l'indiscipline de la population, qui ne respecterait pas assez les gestes barrières. Mais dans le même temps tout est fait pour maintenir l'activité des entreprises et les profits des capitalistes.

L'usine Renault de Tanger avait dû fermer, du fait de nombreux cas de Covid-19 parmi les ouvriers, mais elle a bien vite rouvert. PSA augmente sa production à Kenitra, l'équipementier Lear lance une usine à Tanger. Le pays vient d'ouvrir de nouveau ses frontières aux ressortissants étrangers, sur simple présentation d'une réservation d'hôtel ou d'une invitation par une entreprise marocaine.

Le système de santé, dans un état lamentable, ne peut déjà pas faire face à la montée de l'épidémie et à l'augmentation des cas graves. Des médecins et des pharmaciens témoignent de la pénurie de

lits, de bouteilles d'oxygène, de médicaments. En plus de cette situation sanitaire catastrophique, la population subit l'explosion du chômage. Le secteur du tourisme est particulièrement touché, avec près de 90% des hôtels qui n'ont pas rouvert depuis le confinement et 500 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi et tout revenu.

Face à cela, les mesures du gouvernement ne sont que communication et poudre

aux yeux. Il parle de généraliser la couverture sociale et d'instaurer une indemnité pour perte d'emploi (IPE), mais il n'envisage qu'un « déploiement de manière progressive », sur plusieurs années, de ces mesures. Le paiement de l'IPE par exemple ne devrait commencer qu'en... 2024!

Dans ce contexte qui pourrait devenir explosif, la répression contre les opposants augmente. Les

campagnes de diffamation par les médias aux ordres s'ajoutent aux arrestations pour des affaires de mœurs montées de toutes pièces, aux condamnations à des peines de prison sur la base d'un tweet, d'une chanson ou d'un blog qui déplaît.

Au-delà de la crise du Covid, la crise du capitalisme prend des formes abominables dans un pays pauvre comme le Maroc.

Valérie Fontaine



Blindé à Marrakech.

Bezos, PDG d'Amazon : l'homme aux 200 milliards

La première fortune au monde, celle de Jeff Bezos, patron d'Amazon, a progressé de 74% depuis le début de l'année, pour atteindre fin août plus de 200 milliards de dollars.

Le jour où les actions d'Amazon ont augmenté de 4%, Bezos a gagné en 24 heures 7,2 milliards de dollars, 83 000 dollars par

seconde, même pendant qu'il dormait.

Ce ne sont pas des cas isolés. En dépit de la pandémie et de la crise économique, la

fortune des 500 personnalités les plus riches du monde a augmenté de 809 milliards de dollars depuis le début de l'année, soit une progression de 14% par rapport au 1^{er} janvier.

Cet enrichissement sans limite est dû à la spéculation sur les valeurs

technologiques, les GAFAM (Google Amazon Facebook, Apple et Microsoft) dont ils ont les principaux actionnaires. Cette spéculation est alimentée par les milliards distribués par les gouvernements et par les banques centrales, une spéculation tellement effrénée que, alors que

le chômage explose partout sur la planète, la Bourse de Wall Street a retrouvé son niveau record d'avant la crise.

Comment qualifier cette poignée de grands patrons et de spéculateurs qui s'enrichissent en dormant ou en jouant au golf? Des parasites!

Serge Benham

Île Maurice : des dizaines de milliers dans la rue

Samedi 29 août, 50 000 à 75 000 personnes ont manifesté dans la capitale de l'île Maurice, Port-Louis. Dans ce pays de 1,2 million d'habitants, où les grandes manifestations sont rares, il faut remonter à 1982 pour trouver une mobilisation d'une telle ampleur.

Cette mobilisation s'est produite un mois après l'échouement du navire vraquier *Wakashio*, et deux semaines après qu'il eut causé une marée noire sur le littoral et la barrière de corail qui entoure l'île. Les manifestants exprimaient leur colère contre l'incurie du gouvernement, qui a mis trois semaines à réagir. 1 000 tonnes de fioul se sont alors déversées sur le littoral. Des milliers de Mauriciens se sont mobilisés, souvent avec des moyens artisanaux, pour limiter les dégâts de la marée noire.

« *Lév paké aller* » (« Faites vos bagages et partez »), scandaient les manifestants du

29 août à l'intention du gouvernement. Au-delà de cette pollution, les manifestants expriment leur colère contre la situation générale. En effet, face à la pandémie, le gouvernement du Premier ministre Jugnauth a fermé les frontières mauriciennes aux touristes, dont 1,4 million visitent l'île chaque année et constituent une des principales ressources du pays. L'économie insulaire en est bouleversée et de nombreuses familles sont plongées dans le dénuement par cette crise. Au sein même de la petite et moyenne bourgeoisie, ceux qui vivent du tourisme réclament la réouverture des frontières et



BEEKASH ROOPUN L'EXPRESS MAURICE

participaient nombreux à la manifestation du 29 août. Les partis d'opposition qui se sont ralliés à la mobilisation ne sont pas dénués d'arrière-pensées. À l'île Maurice, deux dynasties familiales se disputent le pouvoir depuis l'indépendance, en 1968. La corruption et le népotisme sont la règle.

La manifestation bénéficiait également du soutien de l'Église catholique et d'une partie de la presse bourgeoise. Le principal organisateur, Jean Bruneau Laurette, instructeur en arts martiaux, coutumier de poses à la Rambo, se disant expert en sécurité maritime, accuse le gouvernement

d'avoir caché les circonstances de la marée noire. Cela n'est pas faux. Mais Laurette et les autres organisateurs ont eux-mêmes été liés au pouvoir, et jouent un jeu trouble. Les classes populaires mauriciennes ne peuvent leur faire aucune confiance.

Michel Bondelet

Migrants dans la Manche : les gouvernements français et anglais responsables et complices

Lundi 7 septembre, 83 migrants ont été interpellés au large de Dunkerque et de Calais alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre en traversant la Manche sur des bateaux pneumatiques.

Depuis le début de l'année, le nombre de tentatives de traversées de migrants venus d'Irak, de

Syrie, d'Afghanistan ou du Yémen représenterait le double du total de toute l'année précédente. D'après les

autorités britanniques, plus de 5 000 migrants auraient réussi à franchir la Manche. Mais ce sont aussi les interceptions qui se sont multipliées, près de 1 200 depuis le 1^{er} janvier. Et c'est sans compter les naufrages, les disparus, comme en témoigne le corps sans vie d'une jeune Soudanaise retrouvée sur la plage de Sangatte le 18 août dernier.

La traversée du détroit du Pas-de-Calais, à peine plus d'une trentaine de kilomètres, peut sembler plus facile pendant l'été, par beau temps et avec une mer plus calme. Mais les coquilles de noix, zodiacs et simples kayaks pour lesquels les migrants ont parfois payé plus de 8 000 euros pour s'embarquer, sont totalement

inadaptées à la houle et aux dangers d'une autoroute maritime où défilent chaque jour plus de 600 tankers, cargos et navires de pêche, sans compter les nombreux allers-retours des ferrys.

Les autorités britanniques et françaises font de la surenchère xénophobe à partir du drame que vivent les migrants qui tentent la traversée. La ministre de l'Intérieur britannique, accusant les autorités françaises de laxisme, a fait appel cet été à la Royal Navy pour soutenir les gardes-côtes. Côté français, le ministère de l'Intérieur a demandé 30 millions de livres aux autorités anglaises pour financer des contrôles accrus. Mais dans les faits, comme le prouve la dernière unité commune de

police tout récemment créée, les deux États collaborent pour rendre la frontière toujours plus infranchissable aux migrants, qui ne demandent bien souvent qu'à rejoindre leur famille.

Bien des familles de migrants se disent prêtes à rester en France si on leur donne des papiers. Mais c'est souvent cette demande de papiers qui sert de prétexte aux expulsions vers les pays européens par où les migrants ont transité lors de leur arrivée en Europe, la Grèce ou la Roumanie.

Comme l'expliquait un militant d'une association d'aide aux migrants du Kent, « quand une société rejette des gens qui fuient la guerre, cela en dit long sur son état ».

Gilles Boti



Sauvetage dans la Manche en juillet.

États-Unis : campagne électorale à coups de dollars

En 2016, lors de la précédente élection présidentielle 1,5 milliard de dollars avait été dépensé en frais de campagne.

L'élection de 2020 promet d'être encore plus marquée par les dépenses en publicité et marketing politique. À deux mois du vote, les candidats, ceux de la présidentielle et ceux de toutes les autres élections au Congrès et locales qui auront lieu en même temps, ont déjà récolté plus de 2,8 milliards de dollars.

Les dépenses de la campagne présidentielle se concentrent surtout dans les quelques États où les sondages mettent républicains et démocrates au coude-à-coude. Là, les électeurs sont soumis à un matriage publicitaire, surtout à la télévision, sans autre limite que le budget de campagne.

La récolte de fonds est

donc une activité centrale, où seules les contributions directes individuelles à un candidat sont limitées. Mais les entreprises peuvent faire des dons aux montants non limités à un comité, qui à son tour contribuera à la campagne d'un candidat.

Jusqu'à présent, Trump, qui a commencé à récolter des fonds pour sa réélection dès son arrivée à la Maison-Blanche en 2017, était en

avance sur le plan financier, avec 1,1 milliard. Mais en août Biden a récolté 365 millions de dollars, un record en un mois de collecte, et le budget de sa campagne sera peut-être finalement supérieur au budget de celle de Trump.

L'équipe de Biden met en avant que 1,5 million de personnes ont contribué individuellement à sa campagne pour la première fois au mois d'août. Mais jusqu'à présent

les petites sommes – moins de 200 dollars – ne représentent que 43% du budget de campagne du candidat démocrate.

Grâce à leurs fortunes personnelles, à leurs fondations et aux moyens financiers des entreprises qu'ils possèdent, la toute petite minorité de grands bourgeois a bien plus l'oreille des candidats que des dizaines de millions de travailleurs.

Lucien Détroit

4 septembre 1870: la chute du Second Empire et la république des massacreurs

En 1851, Louis Bonaparte, neveu de Napoléon, avait mis fin par un coup d'État à la II^e République instaurée en février 1848. Cette république bourgeoise et son gouvernement provisoire avaient massacré les prolétaires lors des journées de Juin 48. Deux décennies plus tard, la journée du 4 septembre 1870 mit fin au régime impérial.

Ainsi prenait fin la dictature de ce « personnage médiocre et grotesque », comme le qualifiait Marx, qui, singeant son oncle, se proclamait empereur sous le nom de Napoléon III.

Sous le Second Empire, la bourgeoisie française avait connu un enrichissement rapide, même si le régime de dictature l'éloignait du pouvoir politique. Largement irriguée par l'État, la spéculation autour des grands travaux immobiliers d'Haussmann, du développement des chemins de fer et les emprunts d'État avait permis à tout un milieu d'escrocs, de financiers, de rejetons des vieilles familles ou de parvenus de bâtir des empires industriels ou financiers.

Luxe tapageur et misère des masses

En 1870, la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage du luxe somptueux, de la corruption crapuleuse des classes possédantes.

L'espérance de vie à la naissance des ouvriers était de 39,8 ans en 1865. Les maladies professionnelles se multipliaient dans les mines, les fonderies. La loi

de 1841 limitant la journée de travail à 10 heures pour les enfants de 8 à 12 ans, et à 12 heures par jour pour les enfants de 12 à 16 ans, n'avait connu aucun début d'application.

Le régime bonapartiste était le régime policier par excellence. La presse était muselée, toute forme d'organisation ouvrière réprimée, le droit de grève interdit tout comme le droit de réunion. Tout rassemblement de plus de trois personnes pouvait être qualifié de délit et dispersé. Seules certaines sociétés de secours mutuel, en cas d'accident, de vieillesse, étaient tolérées, mais leur président était nommé par l'État. Le régime espionnait, bastonnait, emprisonnait et condamnait au bagne les opposants et les militants révolutionnaires.

Mais, lentement, le mouvement ouvrier avait relevé la tête après la saignée de 1848. En 1864, un manifeste signé par soixante ouvriers, dont l'ouvrier ciseleur Tolain, dressait une liste de revendications immédiates et un appel à une candidature ouvrière aux élections législatives partielles, se distinguant des opposants

républicains et démocrates bourgeois.

Tolain participa à la création, à Londres, en 1864, de l'Association internationale des travailleurs (AIT), aussi connue sous le nom de I^{re} Internationale, dont Karl Marx devint rapidement un des dirigeants.

Dans l'espoir de canaliser les grèves qui se multipliaient, le régime bonapartiste autorisa le droit de coalition en 1864. Mais c'est au contraire une vague de grèves qui se développa, avec le soutien actif de la section française de l'AIT animée notamment par Eugène Varlin.

La répression qui frappa les militants de l'Internationale ou Auguste Blanqui et ses partisans, à la fin des années 1860, était incapable de stopper l'ébullition dans la jeunesse et dans le prolétariat, qui défiaient de plus en plus ouvertement la répression. Le 12 janvier 1870, cent à deux cent mille Parisiens manifestaient à Neuilly aux funérailles de Victor Noir, un journaliste abattu par un cousin de l'empereur.

Cet élan fut provisoirement rompu par la déclaration de guerre de Napoléon III à la Prusse, le 19 juillet 1870. Celui-ci espérait, par une nouvelle aventure militaire, s'opposer aux ambitions de la Prusse, qui voulait réaliser sous son égide l'unité de l'Allemagne, alors morcelée

en de nombreux États. En désignant à la population un ennemi extérieur, il tentait aussi de détourner sa colère. Mais la guerre et la déroute de l'armée française précipitèrent au contraire l'effondrement de l'Empire, en moins de cinq semaines. Fait prisonnier à Sedan, l'Empereur capitula le 2 septembre.

Une république baptisée sur les cadavres des communards

Dimanche 4 septembre, alors même que la nouvelle de la captivité de l'empereur était connue, les députés républicains hésitaient à enterrer l'Empire et à proclamer la république. Mais la foule parisienne afflua en nombre au cri de « Vive la république » et envahit le palais Bourbon. La veille, à Lyon, Marseille et Bordeaux, la république avait déjà été proclamée, ainsi que la déchéance de l'empereur. Finalement à Paris, alors que les ouvriers parisiens imposaient la république, comme le relève Marx, « une cabale d'avocats en quête de places, avec Thiers pour homme d'État et Trochu pour général, s'empara de l'hôtel de ville ». Politiciens monarchistes et républicains bourgeois constituèrent un gouvernement provisoire baptisé de « Défense nationale ».

Les ouvriers, dont les plus anciens avaient connu le massacre perpétré par les phraseurs et les tribuns républicains de 1848, n'avaient guère d'illusions dans ce gouvernement.

Pour autant, ajoute Marx, « les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore bouclés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens déjà en marche sur la ville, Paris, pris à l'improviste, toléra cette prise du pouvoir, à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'aux seules fins de défense nationale ». Engels ajoutait que la classe ouvrière « le permit d'autant plus volontiers

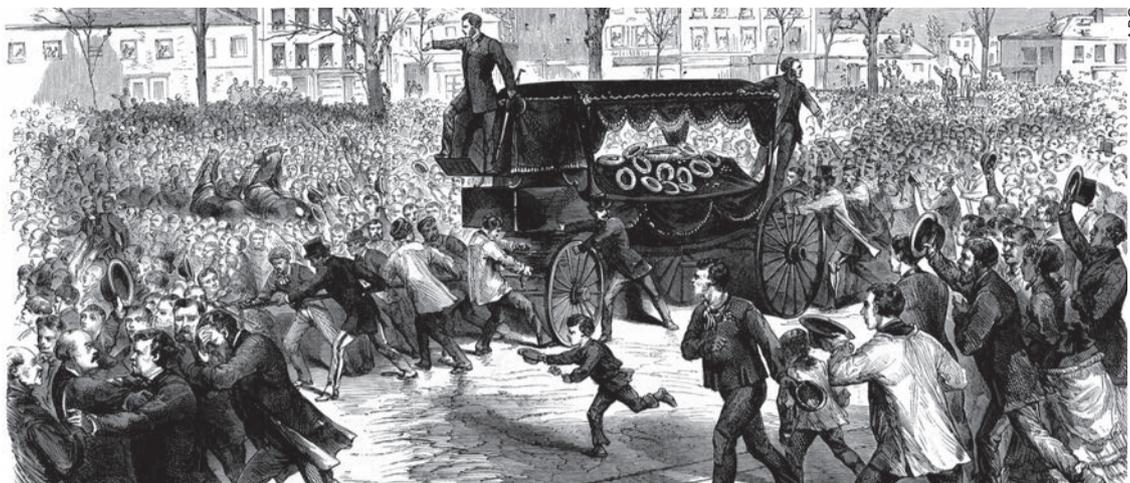
qu'alors, afin d'assurer la défense, tous les Parisiens en état de porter les armes étaient entrés dans la Garde nationale et s'étaient armés, de sorte que les ouvriers en constituaient maintenant la grande majorité. »

Ce gouvernement provisoire craignait avant tout l'armement des ouvriers parisiens, pourtant indispensable à la défense de Paris. Marx l'expliquait ainsi : « Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'État. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se transforma en un gouvernement de la Défection nationale. »

Durant les mois qui allaient suivre, pendant que l'armée prussienne imposait un siège terrible à la population parisienne, le gouvernement provisoire sabota consciencieusement toutes les opérations militaires parisiennes et prépara la capitulation, effective sous forme d'armistice, le 28 janvier 1871. Mais il lui fallait encore désarmer la population parisienne. C'est cette tentative ordonnée par Thiers, le 18 mars 1871, qui allait se transformer en déroute et aboutir à la Commune de Paris, première forme de dictature du prolétariat, mille fois plus démocratique que n'importe quelle république bourgeoise car il s'agissait d'un gouvernement de la classe ouvrière par elle-même.

L'écrasement de la Commune, le 28 mai 1871, allait dissiper définitivement l'ambiguïté du 4 septembre. Le nouveau régime serait bien une république, mais une république bourgeoise, née en versant le sang de dizaines de milliers de prolétaires. C'est ce régime de massacreurs que, 150 ans plus tard, un Emmanuel Macron peut célébrer.

Christian Bernac



Les funérailles de Victor Noir, journaliste tué par un cousin de l'empereur.



Sedan le 2 septembre. « Napoléon III n'avait tiré son épée que pour la remettre à Bismarck » (Karl Marx).

Guadeloupe : des écoles ferment par manque d'eau

Peu après la rentrée scolaire, plusieurs dizaines d'écoles, de lycées et de collèges de Guadeloupe ont fermé : on en était à 44 le mardi 8 septembre. Plusieurs communes sont touchées : Baie-Mahault, Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, les Abymes...

Pour quelques-unes, il s'agit de cas de Covid 19 détectés. Mais, pour la plupart, la fermeture est due aux coupures d'eau. Le vendredi 4 septembre, les travailleurs du SIAEAG (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau de Guadeloupe) sont entrés en grève.

La pénurie d'eau n'est certes pas nouvelle, en Guadeloupe. Elle est

essentiellement due techniquement aux fuites par centaines dans un réseau pourri, qu'il faudrait changer entièrement. Au lieu de cela, on colle tout au plus des rustines sur les tuyaux, comme sur les roues d'un vélo. L'opérateur majoritaire jusqu'en 2016, la Générale des eaux (Veolia), s'est engraisé pendant des années, sans effectuer les réparations nécessaires à la

survie du réseau.

Le SIAEAG, très endetté, va disparaître pour laisser place à un syndicat mixte ouvert. Les 250 salariés sont très inquiets pour leur avenir. Le 28 juillet dernier, ils ont déposé un préavis de grève, avec pour résultat la signature d'un accord par les collectivités rattachées au SIAEAG. Les élus se sont engagés à régler leurs dettes à la structure, de manière à garantir les salaires jusqu'en décembre. Aujourd'hui, ils traînent les pieds. Les travailleurs ne savent pas s'ils seront payés ni si tous conserveront leur emploi.



Les travailleurs du SIAEAG en grève en juillet.

La grève accentue un manque d'eau qui n'a rien à voir avec les conditions naturelles d'une île que les Caraïbes nommaient Karukera, « île aux belles eaux ».

Travailleurs menacés, élèves à la rue, parents et population exaspérés, conditions d'hygiène et sécurité déplorables pour tous, dans les écoles, les entreprises, les familles... Une mobilisation générale est nécessaire afin de dégager

l'argent pour résoudre le problème. La grève des travailleurs n'est pas la responsable des coupures; elle n'est que la conséquence du vol de l'argent de l'eau par les grosses sociétés comme Veolia et par certains dirigeants locaux, de l'incurie des politiciens qui dirigent les assemblées locales et de l'abandon des services publics par l'État.

Marie-Céline Deshauteurs

Les employés d'Antilles Sûreté en grève



Piquet de grève devant l'aéroport de Pointe-à-Pitre.

Les travailleurs de la société Antilles Sûreté, chargés d'assurer le contrôle des voyageurs et des bagages à l'aéroport de Pointe-à-Pitre, sont entrés en grève à compter du dimanche 6 septembre.

Ils ont élu leur comité de grève et dimanche et lundi matin, dès 4h30, ils étaient

présents sur le parvis de l'aéroport, bien décidés à tenir leur piquet jusqu'à

obtenir de la direction une réponse satisfaisante à leurs revendications.

Une partie de celles-ci avait déjà été exposées en février dernier et avaient fait l'objet d'un accord, qui n'a pas été respecté. Elles concernent les conditions de travail, l'organisation des plannings et les travailleurs exigent surtout que la direction cesse de raboter leur salaire sous divers prétextes, et leur paie ce qu'elle leur doit. Pendant la période du confinement, elle a instauré un système de chômage partiel global qui lui a permis d'économiser sur les rémunérations. Après la reprise du trafic, tout le monde a repris une activité

normale, sauf les CDD et intérimaires, dont la plupart n'ont pas été rappelés. Les travailleurs réclament aussi la prime Covid 19. La charge de travail pèse sur ceux qui restent, avec un bouleversement des plannings et des heures supplémentaires au lieu d'embauches.

La direction prend prétexte du Covid pour ne pas satisfaire les revendications et ne pas respecter l'accord de février. Au contraire, elle en profite pour aggraver les conditions de travail et baisser les rémunérations. Elle dit ne pas avoir les moyens de payer la prime Covid, alors que les travailleurs de l'entreprise exercent encore dans des conditions

d'insécurité. Les grévistes sont bien décidés à lui imposer le respect. Environ 50 % des 73 employés sont en grève. Pour l'heure, le comité de grève et ses représentants élus organisent la grève : assemblées générales quotidiennes, repas sur le piquet, caisse de grève, contact avec les non-grévistes, contact avec les collègues de la même société en Martinique, distributions de tracts, contact avec les syndicats, particulièrement avec la CGTG, qui soutient officiellement le comité de grève. La gestion de la grève au quotidien soulève bien d'autres aspects et les grévistes tiennent bon.

M.-C. D.

Mayotte: coupures d'eau faute d'investissements

En février 2017, la ministre des Outremer signalait le Plan eau Mayotte avec le président du Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM).

Mesure d'urgence pour faire face à des pénuries en eau potable, ce plan prévoyait la construction d'une troisième retenue collinaire et d'une deuxième usine de dessalement de l'eau de mer. Plus de trois ans plus tard, et après deux changements de ministre, ni l'une ni l'autre ne sont sorties de terre, mais un certain nombre de politiciens qui président ces syndicats chargés des travaux ont été mis en examen pour détournements de fonds publics. On a même appris que la troisième retenue n'avait pas été construite parce qu'elle aurait noyé la propriété d'un ancien président du conseil départemental.

Début septembre, le

préfet de Mayotte, constatant l'insuffisance de production d'eau potable face à la demande, n'a su, une fois de plus, que décréter le rationnement de sa distribution à la population : les dix-sept communes mahoraises sont privées d'eau tour à tour une journée entière par semaine.

Or la moitié de la population de ce département ne dispose toujours pas de raccordement au réseau d'eau potable. Elle se retrouve de fait obligée de se ravitailler pour ses besoins quotidiens aux quelques dizaines de bornes prévues pour cet usage, en nombre notablement insuffisant et souvent loin des habitations. Les plus pauvres sont condamnés à faire la queue pour

s'approvisionner.

La population pauvre mahoraise est donc prise en étau entre l'État français, qui préfère dilapider l'argent public en le distribuant sans

compter aux capitalistes, et des politiciens véreux, qui en détournent une partie à leur profit. Pas étonnant que la colère monte en son sein contre ce mépris de la

puissance coloniale et des plus riches. De l'argent, il y en a, il doit servir à satisfaire les besoins élémentaires de la population!

Correspondant LO

Grève victorieuse des salariés du transport scolaire

Le 18 août à Mayotte, à l'occasion de la rentrée scolaire, les salariés de la société de transport scolaire Matis se mettaient en grève.

Ils craignaient pour leurs emplois, du fait que le nouvel appel d'offre lancé pour 2021 par le conseil général ne garantissait pas la reprise des chauffeurs par le nouveau délégataire de service.

Cette grève a fortement perturbé l'acheminement de dizaines de milliers d'élèves vers les établissements scolaires

et provoqué la colère des lycéens, qui ont bloqué les routes et ont affronté la police envoyée pour dégager les barrages.

Le 3 septembre, voyant la situation s'envenimer sur fond de mécontentement populaire général, le préfet a provoqué une réunion de concertation entre les grévistes, les représentants du Medef et

ceux de l'État. Le 5 septembre, un accord était signé, stipulant que la convention collective transport s'appliquait dorénavant à Mayotte, avec la mention spéciale que, en cas de changement de prestataire dans le transport scolaire, tous les salariés seraient repris et garderaient leurs acquis.

Une victoire nette et sans bavure pour les grévistes de la Matis.

Correspondant LO

17 septembre : en grève et dans la rue !

Dans tout le pays, jeudi 17 septembre, une journée de grève et de mobilisation est organisée à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, ainsi que d'organisations de jeunesse, FIDL, MNL, UNEF et UNL.

Elles dénoncent les rafales de plans de suppressions d'emplois et les attaques gouvernementales, dont la menace sur les retraites que Macron continue d'agiter.

Le Syndicat national des professionnels infirmiers (SNPI), affilié à la CFE-CGC, appelle également les infirmières de la fonction publique et du privé à la grève, le jeudi 17 septembre, « dans le cadre d'une mobilisation unitaire des hospitaliers », pour dénoncer les décisions du gouvernement pendant le Ségur de la santé, non seulement insuffisantes en nombre de postes créés, de lits, comme en termes d'augmentation des salaires.

Les ministres, Castex en tête, en appellent « au sens des responsabilités ». Le gouvernement, il est vrai, en use sans faillir à l'égard des capitalistes et grands actionnaires ! Le ministre des Transports, J.-B. Djebbari, va jusqu'à évoquer « une grève par habitude » concernant les travailleurs du ferroviaire, qui ont tenu des semaines durant, en première ligne de tous ceux qui refusaient la réforme des retraites. À sa rescousse,

le PDG de la SNCF dit avoir « du mal à comprendre » pourquoi les travailleurs des chemins de fer repartiraient en grève.

Mais justement, la « forme de paix sociale souhaitable pour tous », aux yeux du ministre Djebbari, n'a aucune réalité. La réalité, c'est qu'il y a une guerre sociale, et que ce sont les capitalistes qui la mènent. Les milliers d'emplois supprimés, les entreprises grandes et petites qui ferment, sans que la fortune des propriétaires soit touchée, ça suffit !

Travailler moins pour travailler tous, sans perte de salaire, c'est la seule solution à la crise vécue par le monde du travail. Il faut pour cela mettre sous contrôle les patrons qui obligent à travailler sans égard aux risques de Covid et qui licencient, l'œil rivé sur leur courbe de profits.

Se joindre aux débrayages, grèves, rassemblements et manifestations qui auront lieu le 17 septembre, c'est une occasion de faire entendre les exigences des travailleurs, avec ou sans emploi.

Viviane Lafont

La Poste Paris 11 – Paris 20 : coup de chaud pour la direction

Au centre de distribution de La Poste des 11^e et 20^e arrondissements de Paris, la direction s'est heurtée à une protestation à laquelle elle ne s'attendait pas.

Depuis le confinement, La Poste jongle avec les cycles de repos et les conditions de travail des 300 salariés du site. Non contente de voler un jour de repos de cycle toutes les quatre semaines, la direction a prévu pour le 28 septembre un nouveau cycle de travail, bien pire que celui qui existait avant le Covid. Les repos qui tombaient deux jours consécutifs, les lundi et mardi, devaient être remplacés par le samedi et le mardi, car elle voudrait avoir tout le monde sous la main le lundi. Autre point inacceptable, les tournées du samedi seraient fortement rallongées. La direction jongle avec des effectifs qui ont

fondu au fil des restructurations qui se succèdent depuis des années.

C'est ainsi que, lundi 7 septembre au matin, à peine arrivés, les travailleurs croulaient sous la charge de travail, ce qui a mis le feu aux poudres. C'est à plus de 40 que les facteurs sont allés dire leur ras-le-bol à la direction, en exigeant des conditions de travail correctes et des cycles de repos où il est vraiment possible de se reposer.

Tous attendent les jours qui viennent pour voir si le message est passé... mais il est sûr qu'un certain nombre de facteurs ne sont pas prêts à lâcher le morceau !

Correspondant LO



Alteo – Gardanne : délocalisation des risques et des pollutions ?

L'entreprise d'aluminium de Gardanne, Alteo, ex-Péchiney, vient d'annoncer que, dès le 30 août de cette année, les effluents qu'elle déverse dans les Calanques, près de Cassis, seraient d'une qualité conforme aux exigences environnementales.

Quant aux déchets solides, déposés sur le terrain de Mange-Garri, ils continuent de polluer toute une zone. Le vent en emporte les poussières rouges sur les arbres, les champs, les jardins, les maisons, et la pluie les dilue en boues rouges qui ruissellent.

Sur ce site de Gardanne, depuis 1894, l'alumine est extraite de la bauxite, puis cette alumine brute, une poudre blanche, est raffinée pour fournir les aluminés de spécialité. Des centaines de travailleurs de la ville et des alentours y ont travaillé, leur nombre a diminué jusqu'à 511 actuellement, auxquels s'ajoutent à peu près autant de sous-traitants.

Le travail est risqué, puisque cette usine portait

le surnom de "l'usine des aveugles" : au fil du temps, les conduites corrodées, en hauteur, laissaient goutter de la soude, et malheur à celui qui levait la tête au mauvais moment. Dans la ville, les poussières rouges de l'usine ont coloré les maisons tout autour. Il y a même eu un déversement de soude dans la rue.

La pollution a gagné aussi les eaux du Parc national des calanques, site en principe protégé, où se déversaient les résidus de fabrication sous forme de boues rouges emportées dans un pipe-line sur 50 km jusqu'à la mer.

Ce n'est qu'en 2016 que l'usine a dû cesser ces déversements de boues rouges. Elle n'envoie plus que des effluents moins nocifs,

tandis que la partie solide des résidus est épandue sur le terrain de Mange-Garri, dans la commune de Bouc-Bel-Air.

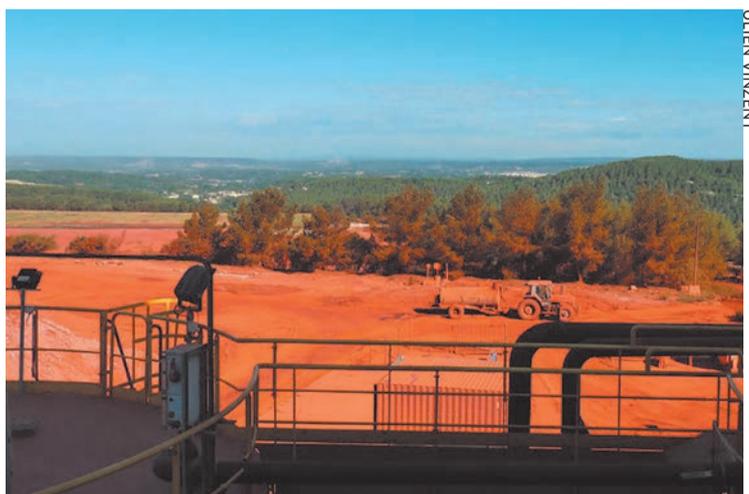
Si les associations ainsi que des maires de communes environnantes se battent contre ces dépôts de déchets, qui selon eux contiennent entre autres de l'arsenic et du cadmium, les salariés de l'entreprise, eux, sont très inquiets pour leur emploi.

L'entreprise a été mise en redressement judiciaire en décembre 2019. Sept des huit repreneurs éventuels proposent de ne plus travailler la bauxite et de raffiner de l'alumine brute importée. C'est surtout en Guinée que l'alumine serait extraite de la bauxite, et donc les Guinéens qui subiraient les effets de la pollution.

La demande d'aluminium mondiale a explosé, entraînant le développement de raffineries d'alumine ayant une capacité de cinq à dix fois plus importante qu'à Gardanne.

Ces raffineries ont un avantage concurrentiel structurel de par leur taille, leur proximité avec les mines de bauxite et leurs moindres coûts environnementaux, étant situées dans des pays aux normes moins contraignantes, exploitant davantage les travailleurs. Alors, quel que soit le projet retenu, il comportera des suppressions d'emplois... et des conséquences désastreuses pour l'environnement, ici ou ailleurs.

Correspondant LO



Boues rouges à Gardanne.

PSA – Poissy : comment avoir “à manger dans sa gamelle”

En visite à l'usine de PSA à Poissy, lors d'une entrevue avec les représentants des syndicats, Carlos Tavares, le PDG du groupe, a expliqué comment il voyait la situation.

Au-delà du discours patronal classique consistant à rabâcher que les travailleurs doivent continuer à faire des efforts, à travailler plus, il a tenu à décrire la situation économique en livrant sa solution.

Expliquant que, contrairement à la dernière décennie, le marché automobile en 2020 devait baisser d'environ 20 %, Tavares a utilisé, selon ses propres termes, « une formule guerrière » qu'il dit assumer

pleinement. Selon lui, « pour augmenter les ventes il va falloir aller manger dans la gamelle des autres ».

En d'autres termes, Carlos Tavares prône la guerre contre les autres constructeurs automobiles. Rien d'étonnant dans cette position d'un PDG d'un trust mondial qui, après avoir racheté Opel, un de ses concurrents allemands, va

fusionner avec le groupe italo-américain FCA.

La crise économique est bien réelle. Un groupe capitaliste comme PSA fait la guerre à ses concurrents. Mais il doit en même temps faire la guerre à ses propres travailleurs, en augmentant leur exploitation. Cette guerre inhérente au système capitaliste est encore plus dure en temps de crise

économique, quand le marché ne peut plus absorber toute la production.

À l'opposé de ce discours guerrier du patronat, les travailleurs doivent s'unir. Pour défendre leurs intérêts de classe, il leur faut en effet mener la guerre, mais à tous les capitalistes, en commençant par leur propre patron.

Correspondant LO

PSA – Valenciennes : suppressions de postes inacceptables

Après avoir fait courir des rumeurs depuis plusieurs semaines, la direction de PSA Valenciennes vient d'annoncer que 180 travailleurs devraient être reclassés dans l'usine ou prêtés à d'autres sites, suite à la fermeture d'un secteur de la production de l'ancienne boîte de vitesses qui est en voie d'abandon.

La direction parle de « mobilité volontaire et temporaire », des chefs avaient déjà demandé des équipes

de volontaires pour aller à PSA Hordain. Mais pas grand monde ne se fait d'illusion, la direction n'étant

pas à un mensonge près. Le temporaire risque de devenir permanent et tant pis pour ceux qui ont organisé leur vie aux alentours de l'usine. Et si la direction ne trouve pas ses volontaires elle tentera d'en imposer!

Et puis, elle a le culot de parler de 180 travailleurs « en trop » dans l'usine, alors que les cadences

augmentent et deviennent de plus en plus insupportables d'année en année. Régulièrement, il y a des samedis travaillés obligatoires.

Alors il y aurait bien plus que 180 postes à soulager dans l'usine, il faudrait même embaucher, et ce ne sont pas les chômeurs qui manquent, tout le monde connaît quelqu'un qui

cherche du travail.

Les milliards accumulés par les actionnaires sur le travail des ouvriers devraient servir à embaucher.

Pour sauver leurs emplois, les ouvriers devront imposer aux patrons et actionnaires la répartition entre tous du travail qui reste.

Correspondant LO

Hutchinson – Châlette-sur-Loing : les bénéficiaires doivent servir à maintenir les emplois!

Trois mois après l'annonce de son plan de licenciements qui concerne toutes ses usines, le patron d'Hutchinson a dévoilé les détails de celle d'Hutchinson SNC. Les travailleurs d'autres usines du groupe, comme ESPA, Paulstra ou le Joint français, eux, sont toujours dans l'attente.

197 postes sont supprimés à Châlette-sur-Loing et 97 à Joué-lès-Tours. Rien d'étonnant à ce que des travailleurs de plus de 57,5 ans, usés par des années passées à l'usine, dans des conditions dégradées, aient envie de partir, même s'ils considèrent les conditions de départ insuffisantes. Mais au soulagement d'échapper

à l'exploitation succède l'incertitude : arriveront-ils à vivre avec des petites retraites?

Parmi ceux qui conservent leur emploi règnent l'inquiétude et l'incompréhension. Les patrons invoquent la baisse d'activité pour justifier les licenciements mais, en même temps, ils ont recours aux heures

supplémentaires dans certains secteurs et font appel à des intérimaires, qui pour certains ont été jetés à la rue après avoir travaillé pendant le confinement. En fait, la seule logique patronale est de faire tourner l'usine avec moins de travailleurs, plus flexibles, plus précaires, pour verser davantage de dividendes aux actionnaires de Total, à qui appartient Hutchinson.

L'intérêt des travailleurs est à l'exact opposé : imposer aux actionnaires de payer entièrement pour le maintien des emplois.

Correspondant LO



Smart – Hambach : provocation patronale

À l'usine Smart d'Hambach, en Moselle, tous les samedis sont annoncés comme travaillés au mois de septembre et cela devrait durer jusqu'à la fin de l'année car Mercedes veut des Smart électriques. L'intersyndicale appelle à la grève tous les samedis de septembre.

De plus, depuis le 1^{er} septembre, l'usine a un nouveau directeur qui n'est autre que l'ancien DRH qui, en 2016, avait imposé le retour aux 39 heures payées 37 en prétextant le maintien de l'emploi. On a vu ce qu'il en est de tels mensonges!

Heures supplémentaires, nouveau directeur au CV chargé... voilà les annonces de la rentrée à Hambach, pendant que Mercedes organise son départ camouflé avec la potentielle reprise par Ineos. Ces attaques s'intègrent dans celles du groupe Daimler qui a

annoncé, par la voix de son PDG, qu'il voulait examiner « les postes de dépenses, y compris les capacités et les coûts de personnel » et « les réduire systématiquement d'ici 2025 ».

Il faut imposer à Mercedes de conserver tous les emplois, intérimaires compris. Il a 9,5 milliards de « liquidités nettes », selon ses termes, dans ses caisses, donc largement de quoi les maintenir! Entre les profits capitalistes et les emplois des travailleurs, le choix est vite fait.

Correspondant LO



Dans les bulletins Lutte ouvrière

GONFLÉS

Les dix dirigeants les mieux payés de La Poste perçoivent chacun un salaire annuel de 500 000 euros, soit 1 370 euros par jour!

Ce sont les mêmes qui nous disent qu'il faut qu'on se serre la ceinture.

PIC Cestas

SOUPE INDIGESTE

La direction a mis en place de nouveaux horaires et raboté encore

cinq minutes de temps de repas qui passe de 25 à 20 minutes. Elle a bonne mine avec ses mesures barrières, les déplacements, le lavage des mains... la pause pipi room prend déjà la moitié des 20 minutes.

De quoi mettre les pieds dans le plat...

Peugeot Sochaux

SUROCCUPATION

Dans la grande majorité des services, le taux d'occupation flirte avec

les 100 % et il y a même des listes d'attente. On manque de lits, pas étonnant : en deux ans on en a supprimé plus de 70 et on ne nous annonce pas de réouverture. Et pourtant, lors d'un week-end, à l'arrache, il a fallu en rouvrir quatre dans une unité.

Il est urgent de rouvrir massivement des lits et les créations de postes qui vont avec.

Centre Hospitalier Esquirol Limoges

ADP : face aux suppressions d'emplois

Le groupe ADP (ex-Aéroports de Paris), qui exploite les aéroports de Roissy et d'Orly, a commencé début septembre les négociations en vue de supprimer 700 postes et de baisser les rémunérations de 25 % en moyenne.

La direction a présenté aux syndicats un projet d'accord de rupture conventionnelle collective prévoyant 1 400 départs sur 6 300 salariés, dont 700 pourraient être remplacés. La baisse des salaires de 25 % serait au centre d'un accord de performance collective. Enfin, un nouveau plan de chômage partiel longue durée prolongerait le chômage partiel actuel de deux ou trois ans.

Le PDG se justifie en invoquant un trou financier, présenté comme énorme, du

fait de la baisse du trafic aérien. Il jure bien entendu ses grands dieux que les sacrifices serviront à préserver l'emploi autant que possible. Mais, au même moment, le groupe ADP annonce n'avoir pas perdu d'argent au plus fort de la crise et vouloir renouer avec les bénéfices dès l'année prochaine. Cela montre ce que valent ses justifications.

L'État, actionnaire majoritaire de l'entreprise, a trouvé 100 milliards pour la « relance » mais n'hésite pas à tailler dans les effectifs

d'ADP car son problème n'est en aucun cas l'emploi.

Face à ces attaques, des rassemblements ont eu lieu plusieurs fois cet été à l'initiative de la CGT, comptant à chaque fois plus de monde. Début septembre, ce sont 300 travailleurs qui se sont regroupés à Roissy, dans un contexte où la majorité n'est pas physiquement au travail à l'aéroport.

Plusieurs travailleurs ont pris la parole et ont tenu à affirmer qu'ils ne sont pas prêts à se laisser manger à n'importe quelle sauce. Ils sont d'accord pour être solidaires et partager le temps de travail avec leurs collègues, mais pas pour que leurs efforts ne servent que les profits.

Certains posent le problème d'exiger des garanties et de poser des conditions à la direction. L'un d'eux a posé le problème de construire la mobilisation

et l'assemblée s'est séparée en se donnant un nouveau rendez-vous où chacun puisse entraîner de nouveaux participants.

Correspondant LO



Le secrétaire d'État aux Transports, Djebbari, en visite à Roissy.

SOLIDAIRES À PARIS

Ehpad – Troyes : salaires et effectifs insuffisants

À l'Ehpad Saint-Vincent-de Paul de Troyes, géré par l'Association sociale et sanitaire de gestion (Assage), la colère s'est exprimée contre le manque de personnel et les conditions de travail aggravées par la Covid.

Une première assemblée générale s'est tenue en juillet. Les témoignages des salariées racontaient l'augmentation de leurs tâches, le travail terminé après l'heure tous les soirs, les

dix toilettes en une heure et quart, la course après le matériel, les fuites des lave-vaisselle, etc. Le courrier collectif demandant une rencontre avec le directeur général de l'Assage

représentait, avec tous les témoignages, un dossier de plus de trente pages. La possibilité de faire grève à la rentrée de septembre en cas d'absence de réponse était dans l'air.

Le directeur général ayant accepté de rencontrer tout le personnel le 3 septembre, ce rendez-vous a été préparé lors d'une deuxième assemblée générale. En apprenant qu'il y aurait plus de dix salariées, la directrice de l'Ehpad prétextait ne pas avoir de salle mais la rencontre s'est bien tenue, devant l'entrée.

Chacune a pu s'exprimer et le directeur a bien été obligé de reconnaître que les conditions de travail étaient inacceptables et les salaires insuffisants. Comme par miracle, il a réglé des problèmes matériels soulevés depuis des mois, changements d'appareils ménagers, ouverture d'une

salle de repos, installation d'une climatisation. Les aides-soignantes à temps partiel du bâtiment principal passent à temps plein et ont réussi aussi à faire changer le planning qui les aurait obligées à travailler trois dimanches sur quatre. Mais pour des postes supplémentaires, il faut patienter, dit le DG. Il s'engage à en

discuter avec l'agence régionale de santé et le conseil départemental de l'Aube. Il fera le point en décembre...

Si tout le monde est satisfait de s'être fait entendre, le mouvement ne s'arrête pas et un nouveau courrier collectif va préciser les revendications. Pas question de s'arrêter en si bon chemin !

Correspondant LO



Lors d'une manifestation des employés et résidents des Ehpad à Troyes.

L'ESTÉCLAIR

Braderie

La région de Strasbourg est une région pilote pour la mise en concurrence des transports ferroviaires de voyageurs. La direction de la SNCF a donc annoncé là-bas que les contrats de travail des agents seront transférés à une autre entreprise si la SNCF ne remporte pas l'appel d'offres.

D'autre part, elle

annonce que le groupe SNCF ne présentera qu'une candidature unique. Elle pourrait postuler au travers d'une filiale. Elle s'appuie donc, quoi qu'il arrive, à pouvoir transférer nos contrats à une entreprise de droit privé. Elle veut nous brader. Nous ne sommes pas dupes.

Bulletin SNCF Technicentre de Vénissieux



Nos lecteurs écrivent :

La dictature d'un patron millionnaire

« Je suis vendeuse depuis 6 ans et 4 mois dans un magasin Gérard Darel à Cannes. Cette marque haut de gamme a été fondée par la famille Gerbi, qui l'a vendue en 2007 à un fonds américain pour 300 millions, puis l'a rachetée en 2015, à la faveur d'un redressement judiciaire, pour 40 millions. Cela pour dire que j'ai à faire à une des 500 familles les plus riches du pays.

Quand elle a repris les rênes de la société, la famille

Gerbi a placé ses hommes et ses femmes aux postes clés. Avec moi, la situation se gâte vite car je suis élue CGT au CHSCT et au CE. Je m'insurge à chaque injustice. Elles sont nombreuses, par exemple celle de cette vendeuse licenciée car elle ne plaît pas au patron. Bref, je dérange. La situation se dégrade brutalement en 2018, lorsque je dénonce la consigne de la directrice régionale de récupérer 200 euros en grugeant les clientes, en se trompant, par exemple dans le rendu

de la monnaie.

À partir du moment où je dénonce cela au CE, le harcèlement systématique se met en place. La direction me fait revenir sur mes jours de repos. Elle change les plannings. Et elle m'envoie des dizaines, des centaines de mails me reprochant tout et n'importe quoi.

En novembre 2019, j'alerte l'inspection du travail et le CHSCT pour harcèlement à mon encontre. Mais la direction retourne la situation contre moi,

avec des collègues qui, sous pression, font de faux témoignages, m'accusant de les avoir insultées.

Pour l'inspecteur du travail, c'est parole contre parole, mais je vois bien que la mienne ne pèse pas grand-chose face à celle des représentants de la famille millionnaire et il finit par donner raison à mon patron !

En plein confinement, je reçois une convocation à un entretien préalable au licenciement. Puis l'inspecteur du travail accorde son

autorisation administrative de me licencier. Tout me révolte dans cette affaire. Mais je ne me laisserai pas faire. Ce licenciement est abusif, il ne vise qu'à se débarrasser d'une déléguée qui n'a pas sa langue dans sa poche et qui se bat pour que les droits des salariés soient respectés.

Voilà comment un grand patron du prêt-à-porter se considère au-dessus des lois et veut se débarrasser d'une déléguée syndicale ! »

Anissa, vendeuse Gérard Darel à Cannes

Daimler - Mercedes et Continental : guerre économique et lutte de classe

Fin mars 2020, la direction internationale du groupe Continental, basée à Hanovre, prévenait les quelque 240 000 salariés du groupe qu'ils devaient s'attendre à des sacrifices pires que tout ce qu'ils ont connu jusqu'ici. « L'argent est roi », affirmait-elle, ajoutant qu'il serait nécessaire de garantir la rentabilité et la création maximum de profits du groupe par tous les moyens.

Début juillet, c'était le directeur des relations humaines du groupe Daimler-Mercedes, fort de 360 000 salariés, qui proclamait : « Nous avons des usines dans lesquelles nous avons actuellement beaucoup trop d'employés en fabrication. Cela ne peut plus durer. » Et il annonçait des coupes claires dans les effectifs, arguant de la nécessité, au-delà de la crise actuelle, de restructurer toute l'industrie automobile mondiale.

La concrétisation de l'offensive de ces deux compagnies géantes n'a pas tardé. Fin juillet, Daimler-Mercedes annonçait avoir obtenu du syndicat IG Metall, qui regroupe les salariés de la métallurgie en Allemagne, la signature d'un accord touchant des milliers de salariés du groupe, tous les employés administratifs et tous les salariés occupant des fonctions annexes à la production, comme la logistique. Ceux-ci travailleraient deux heures

de moins par semaine avec baisse du salaire à partir du 1^{er} octobre 2020, et la prime de 600 euros qu'ils devaient toucher serait supprimée. En échange de quoi, pendant la durée de cet accord d'un an, le personnel concerné ne serait pas licencié. Mais par ailleurs, selon la presse économique, 20 000 nouvelles suppressions d'emplois seraient envisagées.

Quant à Continental, le PDG Degenhardt a annoncé le 1^{er} septembre 30 000 suppressions d'emplois, dont 13 000 en Allemagne sur 59 000 salariés. L'objectif affiché par le PDG est de « retourner très vite à une croissance des profits ». Il a précisé que toutes les usines dans le monde étaient concernées et pourraient être touchées, en particulier celles « au coût salarial le plus élevé ».

Cette offensive contre les emplois et les salaires, dans les deux groupes, a été enclenchée avant la crise actuelle, en 2019. Avec

10 000 suppressions d'emplois chez Daimler, dont 10 % de tout l'encadrement, Continental, lui, avait déjà annoncé 20 000 suppressions d'emplois. En France, à travers des restructurations déjà réalisées, la moitié des 2 500 emplois des usines de Toulouse-Foix-Boussens sont sur la sellette, car Continental a décidé d'arrêter les fabrications qui ne lui rapportent « que 8 % de rendement de profit ». Et en un an, 12 600 emplois ont déjà été supprimés dans le monde.

Pourtant, les caisses de ces deux géants de l'industrie sont pleines. Daimler, avec un chiffre d'affaires à 173 milliards d'euros, dépasse de 40 % ceux réunis de PSA et Renault et représente la moitié du budget global de l'État français. Le total de sa trésorerie et de ses provisions pour risques

atteint 31 milliards d'euros. Et dans le bilan publié en mars 2020, Continental annonçait « 8 milliards de liquidités disponibles » en plus de quoi elle enregistrait « 6 milliards de provisions pour risques ». Elle a donc 14 milliards sous le coude. Ainsi, Continental a puisé dans ses réserves, pour garantir le rendement de ses actions. Son PDG a déclaré qu'il s'agit de garantir l'augmentation des profits dans une période de rétrécissement du marché. C'est donc la guerre aux salariés et la guerre aux concurrents pour accaparer le marché restant.

Ce constat fait, il est vital et urgent pour le monde du travail d'avoir son propre plan de survie. Le syndicat IG Metall prévoit 300 000 licenciements à venir pour les seuls emplois industriels, et tout particulièrement dans

l'automobile. En France, des centaines de milliers d'emplois sont sur la sellette dans tous les secteurs et dans toutes les qualifications, précaires ou CDI. Face à la menace qui plane, le monde ouvrier doit rassembler ses forces, s'unifier en mettant en avant les mesures de survie indispensables pour garantir les emplois et les salaires de tous. La garantie des emplois passe par la répartition du travail entre tous, avec l'échelle mobile des heures de travail et surtout la garantie du maintien des salaires quoi qu'il arrive. Il faut aussi imposer le contrôle ouvrier sur les comptes réels des capitalistes, des banques et autres institutions financières, la mise sous contrôle de toute l'économie capitaliste.

Paul Sorel



Manifestation des travailleurs de Continental à Hanovre, en Allemagne, en 2009.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Rachats et fusions : créer les champions... du parasitisme



La tentative de rachat de Suez par Veolia pour 10 milliards d'euros n'est pas le seul exemple récent du rachat d'un grand groupe par un autre.

Le constructeur ferroviaire Alstom doit racheter son concurrent canadien, Bombardier, pour 6 milliards d'euros. Et les grands laboratoires pharmaceutiques comme Sanofi et d'autres ont mis la main cet été sur d'importantes entreprises de biotechnologie pour des milliards d'euros.

Cette concentration accrue renforce la position de monopoles de ces géants, ce qui leur permet d'être encore plus puissants, d'imposer leurs choix économiques, de vendre à des prix très élevés ou encore d'obtenir plus facilement ce qu'ils veulent de l'État. Depuis que Suez et Veolia dominent la distribution de l'eau en France, le prix du

mètre cube a flambé, pour un service qui ne s'est pas amélioré. Ces deux entreprises ont accumulé des profits faramineux qui leur ont permis de mettre la main sur la distribution de l'eau dans de nombreuses grandes villes du monde entier. Aujourd'hui, la moitié de leur chiffre d'affaires vient de là.

Dans le transport ferroviaire, Alstom et Bombardier se partagent avec deux autres groupes, l'allemand Siemens et le chinois CRRSC, une bonne part du marché mondial. Cela leur permet à eux aussi d'imposer des prix élevés. Avant la crise sanitaire, les carnets de commandes cumulés d'Alstom et de Bombardier totalisaient

73 milliards d'euros. L'arrivée du Covid-19 ayant brutalement mis un frein à ces commandes, l'État est venu à leur rescousse avec l'argent public. 4,7 milliards d'euros du plan de relance ont été destinés à la SNCF, gros client d'Alstom et de Bombardier, qui pourra ainsi payer les trains commandés à ces constructeurs.

Cette accélération des rachats ou fusions entre grands groupes est aussi une manifestation de l'aggravation de la crise. Dans de nombreuses branches les marchés sont saturés et continuent de se réduire. Alors, pour maintenir leurs profits voire pour survivre, ces groupes doivent prendre des parts de marché à leurs concurrents. Et le moyen le plus efficace est de les racheter.

Il s'agit d'opérations purement financières. Des milliards d'euros sont mis en jeu mais aucune valeur n'est créée : pas la moindre usine, pas la moindre laboratoire, pas la moindre infrastructure. La conséquence est même inverse. Des milliers d'emplois sont supprimés et des sites sont vendus ou fermés car les capacités de production sont trop importantes face à ce que le marché peut absorber.

Le gouvernement présente les concentrations comme une bonne chose

car elles feraient émerger des champions nationaux capables de devenir des leaders mondiaux dans leur branche. Oui, ces mastodontes dominent des branches entières de l'économie et concentrent des richesses inouïes. Leur chiffre d'affaires équivaut parfois au budget de certains États de pays riches. Mais cette puissance sociale échappe à

la collectivité, étant la propriété privée d'une poignée d'individus. Propriété privée d'une poignée d'actionnaires, ces groupes sont le moyen pour cette minorité de s'approprier une part encore plus grande de la richesse sociale produite. Les collectiviser serait le seul moyen de la remettre au service de la population.

Pierre Royan

Déchets plastiques : trafic en forte hausse

Depuis janvier 2018, le trafic illégal des déchets plastiques a explosé. La Chine, qui recyclait avant cette date près de la moitié des plastiques usagés dans le monde, ayant décidé de les refuser, les capitalistes du secteur ont dû trouver d'autres destinations.

Pour parvenir à écouler des tonnages de déchets, les traders, courtiers et autres spécialistes de l'import-export ne se sont pas encombrés de scrupules et n'ont pas hésité à faire appel à des sociétés mafieuses. Les fraudes sont multiples : fausses déclarations concernant la nature des déchets transportés, la destination finale du produit, etc.

Sur environ 1 000 conteneurs inspectés en 2019 à

l'entrée en Indonésie, près de 40 % étaient déclarés illégaux, avec un contenu différent des fiches déclaratives.

Les pays pauvres désormais destinataires, Pakistan, Indonésie, Malaisie, Inde, Thaïlande, etc., ont bien du mal à retourner à l'envoyeur ces conteneurs, du fait de l'opacité qui règne sur ce marché. Les démarches durent des mois et les conteneurs refusés encombrant leurs ports.

Quant aux pays les plus riches, dont la France, ils ne font pas grand-chose pour mettre fin à ces trafics qui leur permettent de se débarrasser de leurs ordures à peu de frais.

V. F.

Élections législatives partielles : votez Lutte ouvrière !

Dimanche 20 septembre sera jour de vote dans six circonscriptions, pour y remplacer un ou une député(e) ayant choisi d'exercer sa fonction de maire d'une grande ville ou de ministre pour l'une d'entre eux.

Des candidates et candidats de Lutte ouvrière seront présents dans cinq de ces circonscriptions. Il faut en effet que, lors de ces scrutins, celles et ceux qui veulent faire entendre le camp des travailleurs le puissent. Au moment où, à la suite de la crise sanitaire, la liste des plans de licenciements s'allonge, retirant à des travailleurs

l'emploi qui est leur seule richesse, le gouvernement Macron-Castex se borne à annoncer, à grand renfort de trompettes médiatiques, un plan de relance de 100 milliards offerts aux entreprises.

Ces milliards de réductions d'impôts, de suppressions de cotisations patronales, de subventions pures et simples ne

protégeront pas les travailleurs, ils iront directement grossir les profits et seuls les financiers et autres capitalistes y trouveront leur compte : le plan est fait pour cela et le gouvernement applique consciencieusement sa feuille de route, faire traverser la crise à pied sec aux capitalistes, en leur permettant même de s'enrichir davantage.

Les élections n'y changeront rien, c'est un fait. Les législatives partielles encore moins, puisqu'elles n'auront aucun impact sur la composition de

l'Assemblée. Mais c'est une occasion pour le camp des travailleurs d'affirmer que l'argent public devrait servir uniquement à faire fonctionner les services utiles à la population, à embaucher dans les hôpitaux et les Ehpad, dans les écoles, dans les transports, à rénover et à construire des logements confortables et accessibles à tous, en nombre suffisant. C'est une occasion d'opposer à la logique patronale des suppressions d'emplois pour un profit maximum, celle de la répartition du travail entre tous les salariés, quel

que soit leur statut, et ce sans perte de salaire.

Affirmer cela, c'est déjà refuser de subir. C'est aussi affirmer un refus de placer sa confiance dans les politiciens, au gouvernement ou qui rêvent de l'être. Pour le monde ouvrier et pour l'ensemble de la société, il est vital de sortir de l'impasse du système capitaliste.

Le seul geste utile, dans ces élections, sera de voter pour les candidats de Lutte ouvrière pour faire entendre le camp des travailleurs.

V.L.

9^e circonscription du Val-de-Marne :

Sandrine Ruchot,
technicienne de laboratoire
Franck Gilleron (suppléant), cheminot

Réunions publiques

Mardi 15 septembre
à 18 h 30
à Vitry-sur-Seine
Salle Auber, 18 rue Auber

Jeudi 17 septembre
à 19 heures
à Alfortville
École polyvalente Bérégovoy, rue Véron

11^e circonscription des Yvelines :

Patrick Planque, ouvrier de maintenance ferroviaire
Christine Égasse (suppléante),
employée en caisse de retraite

Réunion publique

Vendredi 18 septembre
à 19 heures
à Trappes

Maison des familles,
21, rue Jean-Zay

5^e circonscription de la Seine-Maritime :

Valérie Foissey, aide-soignante au CHU de Rouen
Frédéric Podguszer (suppléant), mécanicien dans l'industrie automobile

1^{ère} circonscription du Haut-Rhin :

Gilles Schaffar, enseignant en lycée professionnel
Huseyin Karaduman (suppléant), moniteur d'atelier

3^e circonscription du Maine-et-Loire :

Patricia Peillon, postière
Bernard Mougey (suppléant), retraité de la métallurgie